

LA VOIX DU PAYSAN CONGOLAIS

www.lavoixdupaysancongolais.com

TRIMESTRIEL D'INFORMATIONS AGRICOLES, DU MONDE RURAL ET DE L'ENVIRONNEMENT - Prix: 1500 FC KIN-2000 FC Provinces
CINQUIEME ANNEE-N°16 DECEMBRE 2011- EDETEUR : BAUDOUIN HAMULI - DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : JEAN-BAPTISTE LUBAMBA

Les importations massives des produits alimentaires : Menace pour l'agriculture du pays

Le monde agricole de la RDC a dénoncé les politiques qui favorisent les importations massives des produits agricoles au détriment de l'agriculture familiale congolaise plongeant des millions de personnes dans la pauvreté, la misère, la malnutrition et la clochardisation. Les consommateurs ne sont pas protégés devant tous ces aliments importés dont la qualité est souvent sujet à caution. « Nous sommes indignés par la non protection des consommateurs laissés-pour-compte », ont déclaré les participants dans la déclaration finale du 3ème Forum Social Congolais qui s'est

tenu du 23 au 26 octobre dernier au Carrefour des Jeunes de Matonge à Kinshasa/Kalamu. De ces assises placées sous le thème: « 51 ans après l'indépendance, où sommes nous ? », il ressort des retombées très accablantes qui sont essentiellement constituées des dénonciations des antivaleurs dans tous les domaines et des propositions palliatives à l'intention du gouvernement et des parlementaires pour l'amélioration des conditions sociales des congolais.

Lire en pp 2-4

PROVINCES

Deuxième édition de la semaine pomme de terre de Grands Lacs
P.20

FICHE TECHNIQUE

La Tomate : Réussir sa culture en 9 étapes
P.22



Partis politiques : Quelle place pour l'agriculture?
P.24

ACTUALITES

Loi agricole : A quand sa promulgation?
P.24

FOCUS

Quels préjugés sur la femme rurale en RDC?
PP 9-13

IIIème Forum Social Congolais

Des politiques qui favorisent les importations massives des produits alimentaires menacent l'Agriculture en RD-Congo

La troisième édition du forum social congolais qui s'est ouvert dimanche 23 octobre 2011 par une caravane, s'est clôturée mercredi 26 octobre dernier au Carrefour des Jeunes de Matonge à Kinshasa/Kalamu. De ces assises placées sous le thème: « 51 ans après l'indépendance, où sommes nous ? », il ressort des retombées très accablantes qui sont essentiellement constituées des dénonciations des antivaluers dans tous les domaines et des propositions palliatives à l'intention du gouvernement et des parlementaires pour

l'amélioration des conditions sociales des congolais. Le monde agricole a dénoncé les politiques qui favorisent les importations massives des produits agricoles au détriment de l'Agriculture familiale congolaise plongeant ainsi des

millions des personnes dans la pauvreté, la misère noire. « Nous sommes indignés par la non protection des consommateurs laissés-pour-compte », disent les participants dans la déclaration finale du 3ème Forum Social Congolais. En effet, la qualité de

tous les aliments importés qui arrivent en RDC est souvent sujet à caution à tel point que certaines personnes les accusent d'être à la base de certaines maladies comme les myomes, les fibromes... devenues très fréquentes chez les femmes congolaises



Le 3ème Forum Social Congolais s'est ouvert par une caravane sur les artères de la ville de Kinshasa

Editorial

Par Emmanuel Kokolo

Les Paysans Congolais sont-ils oubliés?

Novembre 2011 a été un mois électoral en République Démocratique du Congo. On a vu les politiciens de tout acabit solliciter les suffrages de la population. Tels des renards de la Fontaine usant de baratins pour amener le corbeau à lâcher sa proie, les politiciens n'ont rien ménagé; promesses et discours frisant la démagogie et la méprise... Tout a été mis à contribution.

Nous avons prêté l'oreille à ces cymbales politiciennes mais de tout ce qui a été dit, de tout ce qui a été chanté, rien, vraiment rien n'était réservé aux paysans. De tous les projets de société débattus sur la place publique, aucun n'a vraiment accordé une place prépondérante au monde paysan. Un monde de toutes les misères où la vie est restée rustique, sans couleurs depuis le soleil des indépendances. Un monde dépourvu de routes de desserte agricole, d'électricité, de l'eau potable et des infrastructures de base. Un monde où les élèves étudient à même le sol dans des salles en pisée, bien malgré la présence des industries exploitant le bois.

Les partis politiques se sont limités aux vœux d'esprit reprenant les mots qu'on attend tous les jours comme sécurité alimentaire, motorisation, etc. Des mots sans contenu.

Pourtant, il n'y a pas longtemps, les paysans réunis en carrefour ont haussé la voix pour réclamer la promulgation de la loi portant principes fondamentaux relatifs au secteur agricole. Ils ont demandé que cela soit fait avant l'élection présidentielle et législative qui ont eu lieu le 28 novembre 2011. Mais, leur voix n'est pas allée loin. Et même lors de la Troisième édition du Forum Social Congolais organisé au mois d'octobre dernier, ils ont tapé du poing sur la table en dénonçant des politiques qui favorisent les importations massives des produits agricoles au détriment de l'agriculture familiale congolaise.

Les paysans congolais constituent 70% de l'électorat en RDC. Ils ont même subordonnés leurs voix lors de ces élections à cette promulgation de la loi agricole parce qu'ils pensent qu'actuellement le secteur agricole navigue à vue et ils ne sont pas protégés par l'ancienne loi agricole qui ne privilégie pas l'agriculture familiale. Ainsi espèrent-ils qu'ils ne seront pas les oubliés lors de la prochaine législature comme ils l'ont été ces dernières années.

Le forum avait pour but de permettre une réflexion profonde de la société congolaise sur les questions brûlantes d'actualité. Selon le coordinateur du Forum Social Martin Lofete Nkake, la troisième édition du Forum social est une opportunité pour l'ensemble des mouvements de la société civile congolaise de mieux analyser le processus démocratique en RDC et de cerner les véritables causes de la dégradation sociale continue dans un pays qui ne manque ni des personnes compétentes ni des ressources naturelles nécessaires. Cette activité de grande envergure a réuni plusieurs catégories de couches sociales notamment les Syndicalistes et acteurs des ONG, des mouvements associatifs et des Mutuelles de santé. Il y a eu également des intellectuels, artistes, paysannes et paysans, travailleuses et travailleurs, salariés, étudiants, congolais de la Diaspora, chômeurs, pauvres...

Ce qui rogne le pays, selon les forces sociales

Ils se sont révoltés contre la misère qui frappe la majorité de la population congolaise, dans un pays aux multiples richesses du sol et du sous-sol, (ils sont) indignés par l'attitude des politiciens qui ne prennent point en compte les aspirations de la population dans leurs attitudes et actions et ne recourent à elle que pendant la période électorale. Les forces sociales ont dénoncé la corruption, l'impunité, le clientélisme, le tribalisme, le culte de la personnalité, le détournement des deniers publics, le favoritisme, les disparités sociales et les violations des droits et libertés individuelles. En outre, elles se sont opposées à l'hégémonie des institutions

financières internationales, à la destruction des valeurs culturelles, à la dégradation de l'environnement, à l'insalubrité nocive dans des villes et villages, à l'instrumentalisation des enfants par les politiques, à l'intolérance de tous bords, aux violences interminables contre les femmes, au meurtre des défenseurs des droits humains, aux intimidations des syndicalistes, aux tracasseries administratives et fiscales, à l'insécurité dans les transports aériens, routiers, ferroviaires et maritimes. Les participants ont entre autres dit non aux attitudes des sociétés multinationales qui ne garantissent pas un emploi productif et durable, ainsi qu'aux manœuvres des politiques et plusieurs chefs d'entreprises qui encouragent la prolifération des syndicats de travailleurs dans le seul but de fragiliser l'action syndicale et accroître la misère des travailleurs.

Les attentes des Forces sociales

Au regard de ces observations, les Forces sociales ont invité les élus à voter une Loi contre les Fonds Vautour et les dettes odieuses et à mettre sur pied une Commission d'Audit de la dette au niveau du parlement et du Gouvernement. Elles ont plaidé pour l'élaboration d'une politique culturelle cohérente avec la participation de la société civile culturelle de toutes les disciplines qui valorise la création avec sa liberté d'expression, définit le statut de l'artiste, soutient les industries créatives, la formation artistique et les infrastructures culturelles. A les en croire, les candidats aux élections présidentielles et législatives doivent présenter et à défendre leurs programmes sociaux. Ils ont appelé l'ensemble des populations à voter ses dirigeants sur base

des programmes ambitieux et réalistes et sur base de la crédibilité des candidats liée à leur passé dans la gestion de la sphère publique et privée. Les participants souhaitent voir les décideurs nationaux mutualiser les efforts afin d'obtenir que chaque citoyen ait accès aux soins de santé. Ils ont appelé à la solidarité tous les mouvements sociaux, les mouvements des jeunes, les mouvements des femmes, les associations des quartiers, les Mutuelles de santé, les Syndicats et les ONG qui orientent la lutte des antivaluers. Pour eux, les Congolaises et Congolais doivent reconstruire la paix, la solidarité, la tolérance, le respect de la dignité humaine, l'égalité homme-femme, le respect et la promotion de la personne avec handicap, la protection des enfants et des vulnérables. Par ailleurs, les participants ont émis le vœu de voir les Mouvements et les organismes du Monde engagés socialement à soutenir les mouvements sociaux congolais à lutter contre la dette odieuse sous toute forme d'oppression, contre les diktats du FMI et de la Banque Mondiale, les directives de l'OMC et contre les accords de coopération mal négociés. Ils ont recommandé les hommes politiques de la RDC à marcher selon les attentes de la population et à privilégier la Vie et les droits sociaux, des populations dans la conception des politiques de développement et dans la négociation de tous les accords de coopération. Il y a lieu de noter que le Forum social Congolais est partie intégrante du Forum Social Mondial et du Forum Social Africain. C'est un pas vers la souveraineté nationale et vers une République Démocratique du Congo plus juste et plus égalitaire. ■

Hyamaz/MMC

IIIème Forum Social Congolais

Mobilisation citoyenne contre le néolibéralisme pour un Congo juste, prospère et fort

Nous, forces sociales de toutes les provinces de la République Démocratique du Congo, Syndicats et ONG, mouvements associatifs, Mutuelles de santé, intellectuels, artistes, paysans et paysannes, travailleuses et travailleurs, salariés, étudiants, congolais de la Diaspora, chômeuses et chômeurs, pauvres, réunies au 3^e Forum Social Congolais, à Kinshasa, du 23 au 26 octobre 2011 au Carrefour des jeunes de Matonge, sommes déterminées à approfondir la lutte pour une société congolaise nouvelle qui valorise ses fils et ses filles et qui redistribue équitablement la justice et les richesses du pays.

Nous sommes révoltées contre la misère qui frappe la majorité de la population congolaise, dans un pays aux multiples richesses du sol et du sous-sol. Nous sommes indignées par l'attitude des politiciens qui ne prennent point en compte les aspirations de la population dans leurs attitudes et actions et ne recourent à elle que pendant la période électorale.

Nous sommes contre la corruption, l'impunité, le clientélisme, le tribalisme, le culte de la personnalité, le détournement des deniers publics, le favoritisme, les disparités sociales et les violations des droits et libertés individuelles.

Nous sommes contre l'hégémonie des institutions financières internationales, la destruction de nos valeurs et cultures, la dégradation de notre environnement, l'insalubrité nocive dans nos villes et villages, l'instrumentalisation des enfants par les politiques, l'intolérance de tous bords, les violences interminables contre les femmes, le meurtre des défenseurs des droits humains, les intimidations des syndicalistes, les tracasseries administratives et fiscales, l'insécurité dans les transports aériens, routiers, ferroviaires et maritimes.

Nous dénonçons les attitudes des sociétés multinationales qui ne garantissent pas un emploi productif et durable, bref le démantèlement de la législation du travail, entraînant ainsi le chômage aigu.

Nous dénonçons les manœuvres des politiques et plusieurs chefs d'entreprises qui

encouragent la prolifération des syndicats de travailleurs dans le seul but de fragiliser l'action syndicale et accroître la misère des travailleurs.

Nous dénonçons le transfert des capitaux par les Multinationales à l'extérieur du pays avec des facilités sous le concept caché de la promotion des investissements avec la complicité des décideurs congolais aux dépens de fisc congolais.

Nous dénonçons la privatisation des entreprises publiques sous la couverture d'une réforme dictée par les institutions financières internationales.

Nous dénonçons les conditions des travailleurs et travailleuses congolais dans les entreprises industrielles en général et minières, forestières et pétrolières en particulier ainsi que dans le commerce et la construction. Nous dénonçons également les conditions des travailleurs domestiques, travailleurs agricoles, exploitants miniers et forestiers artisanaux, foulant ainsi aux pieds les normes fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Nous dénonçons la taxation, par la Banque centrale des transferts des fonds des migrants congolais vers leurs familles restés au pays. Nous dénonçons le poids de l'impôt sur les travailleurs salariés qui diminue le pouvoir d'achat des populations. Nous dénonçons les politiques internationales en matière d'immigration et de la liberté de circulation des personnes, provoquant ainsi l'immigration clandestine et la mort de plusieurs personnes voulant traverser les frontières du Nord.

Nous dénonçons les politiques d'immigrations africaines qui ne permettent pas aux congolais de circuler librement en Afrique.

Nous dénonçons les conditions difficiles d'acquisition des passeports ainsi que leur prix exorbitant. Nous dénonçons le manque d'une politique nationale en faveur de la Jeunesse congolaise.

Nous voulons qu'une politique claire de justice sociale et économique soit mise en place par le Gouvernement afin de mettre fin à la corruption dans la fonction publique, les régies financières, les hôpitaux publics et

dans tous les secteurs de la vie devenus plus commerciaux que sociaux.

Nous voulons mettre fin à des tracasseries dont sont victimes aux quotidiens les agriculteurs, les paysans, les locataires, les petits commerçants et les voyageurs.

Nous appelons à la vulgarisation de la nomenclature des taxes et impôts à travers des campagnes de sensibilisations de la population ;

Nous appelons à la mise en place d'un guichet unique « Guichet d'entreprises » d'enregistrement des entreprises et de facilitation en rapport avec les différentes démarches administratives à effectuer ;

Nous sommes indignées par la spoliation, par les Multinationales, les grands propriétaires terriens nationaux qui s'accaparent des terres destinées à l'Agriculture familiale en vue de la construction des nouvelles cités des riches, en vue de l'exploitation minière et forestière, en vue de la construction des nouvelles routes et en vue des activités privées.

Nous dénonçons les politiques qui favorisent les importations massives des produits agricoles au détriment de l'Agriculture familiale congolaise plongeant des millions de personnes dans la pauvreté. Nous sommes indignés par la non protection des consommateurs et des locataires laissés-pour-compte.

Nous dénonçons la suppression des bourses d'études dans l'enseignement supérieur et universitaire

Nous n'acceptons pas que les dirigeants élus par la population soient les premiers à les brimer et à les intimider. Nous sommes indignés par les cortèges officiels dont le comportement des policiers et des militaires qui ne respectent pas la dignité des paisibles citoyens.

Nous sommes indignés par le comportement extravagant des élus du peuple qui violent impunément la loi et qui s'enrichissent indument.

Nous dénonçons la non prise en compte des congolais de l'extérieur dans le processus électoral et souhaitons qu'ils participent aussi comme électeurs la outils sont.

Nous en avons marre de la pénurie croissante

d'eau courante et de l'électricité dans plusieurs foyers en milieu urbain et du manque pure et simple de ces énergies en milieu rural.

Nous dénonçons l'absence d'organisations étatiques et communautaires assurant l'accès des gagne-petit aux soins de santé

Nous en avons marre de l'insécurité continue dans les villes et villages.

Nous croyons fermement que des alternatives concrètes à la gouvernance actuelle et au système politique en cours sont possibles.

Nous réaffirmons la suprématie des droits de l'homme, des droits à un environnement sain et des droits sociaux sur les exigences du capital, des investisseurs et des Institutions financières internationales.

Nous voulons approfondir et accroître la convergence entre l'ensemble des forces sociales afin de mieux résister aux politiques injustes tant au niveau national que global afin d'améliorer l'égalité, la justice sociale, la démocratie et la sécurité pour tous, sans aucune distinction. Nos méthodes et nos alternatives doivent contraster fortement avec les politiques destructrices du néolibéralisme traduites par les nombreux programmes gouvernementaux, bilatéraux et multilatéraux qui relèguent au second plan le social des populations. La mondialisation actuelle, néolibérale, telle que vécue et encouragée par les Institutions financières internationales et le G8, renforce un système sexiste, patriarcal, qui favorise l'exclusion et la féminisation de la pauvreté.

Il exacerbe toutes les formes de violence à l'encontre des femmes et des enfants. L'égalité homme-femme doit être une dimension centrale de notre combat. Sans elle, un autre Congo et un autre monde ne seront jamais possibles. La mondialisation néolibérale favorise la destruction de l'environnement, en le rendant, par l'industrialisation sauvage, néfaste pour la santé et les conditions de vie du peuple.

L'atmosphère, l'eau, la terre et les êtres humains également sont transformés en marchandises. La Dette Extérieure de la RDC a été payée plusieurs fois. Injuste, illégitime et frauduleuse, elle fonctionne comme un instrument de domination, privant la population de ses droits fondamentaux. Le mécanisme PPT n'est qu'un leurre. Nous exigeons l'annulation totale de la dette sans conditions et la réparation des dettes historiques, sociales et écologiques, ceci constituant les premières mesures d'une solution définitive aux crises que la dette extérieure provoque.

Nous appelons nos élus à voter une Loi contre les Fonds Vautour et les dettes odieuses. Nous les appelons à mettre sur pied une Commission d'Audit de la Dette au niveau du parlement et du Gouvernement. Nous appelons tous les mouvements sociaux, les mouvements des jeunes, les mouvements des femmes, les associations des quartiers, les Mutuelles de santé, les Syndicats et les ONG qui croient en notre combat, à se solidariser et à développer un comportement qui démontre une parfaite résistance aux systèmes et politiques qui oppriment le peuple et qui ne favorisent que les intérêts des Multinationales et des puissances étrangères ainsi que de quelques nationaux.

Nous appelons à la prise en compte de la dimension culturelle dans les projets de développement ainsi que la mise en pratique

d'eau courante et de l'électricité dans plusieurs foyers en milieu urbain et du manque pure et simple de ces énergies en milieu rural.

Nous appelons les candidats aux élections présidentielles et législatives à présenter et à défendre leurs programmes sociaux. Et nous

des engagements pris par l'Etat congolais notamment la convention pour la promotion et la protection de la diversité des expressions culturelles (UNESCO 2005).

Nous appelons à l'élaboration d'une politique culturelle cohérente avec la participation de la société civile culturelle de toutes les disciplines qui valorise la création avec sa liberté d'expression, définit le statut de l'artiste, soutient les industries créatives, la formation artistique et les infrastructures culturelles.

Nous appelons les élus du peuple à élaborer et adopter une Loi de protection des activistes des Droits de l'homme.

Nous appelons tous les Mouvements et les organismes du Monde engagés socialement, à l'instar de : Diakonia, CNCD/11.11.11, Solidarité Socialiste, Christian Aid, Social Watch, RoA, CCFD, Dynamo International, CAL, CADTM, CSI/ITUC, CSC, FGTB, ENDA, etc. à soutenir le processus du Forum Social Congolais, afin d'aider les congolais et congolaises à sortir du carcan de la peur, du paternalisme, des stéréotypes et des clichés positivistes du néolibéralisme et de ses corollaires comme la privatisation des services sociaux de base.

Nous appelons les Mouvements et les organismes du Monde engagés socialement à soutenir les mouvements sociaux congolais à lutter contre la dette odieuse et toute forme d'oppression, contre les diktats du FMI et de la Banque Mondiale, les directives de l'OMC et contre les accords de coopération commerciale négociés.

Nous les appelons à accompagner les congolaises et congolais à reconstruire la paix, la solidarité, la tolérance, le respect de la dignité humaine, l'égalité homme-femme, le respect et la promotion de la personne avec handicap, la protection des enfants et des vulnérables. Nous appelons les décideurs nationaux à mutualiser les efforts afin d'obtenir que chaque citoyen ait accès aux soins de santé.

Nous appelons les hommes politiques de la RDC à marcher selon les attentes de la population et à privilégier la Vie et les droits sociaux des populations dans la conception des politiques de développement et dans la négociation de tous les accords de coopération

Nous appelons les candidats aux élections présidentielles et législatives à présenter et à défendre leurs programmes sociaux. Et nous



Le 3ème Forum Social Congolais a été une occasion d'analyser la situation du pays dans tous les secteurs

(suite en page 4)

Loi agricole: L'avis du Conseil consultatif local doit avoir valeur de droit de veto !

L'avis du Conseil Consultatif Local est un élément capital dans le processus d'acquisition des terres agricoles en RDC aussi bien par des nationaux que des étrangers, estiment les paysans congolais, réunis au sein du Cadre de Concertation Nationale des Producteurs du Congo, CNAPAC. Ce Conseil Consultatif Local, qui doit donner le quibus final pour que les terres soient acquises, a l'avantage d'avoir à son sein des gardiens des terres qui sont les paysans. Ceux-ci veillent pour qu'ils n'en soient pas dépossédés comme cela est le cas dans plusieurs provinces de la RDC et même à Kinshasa où des paysans sont chassés de leurs espaces de vie sans indemnisation. Voici en détails les propositions déposées à la commission mixte du Parlement pour éviter que les paysans ne deviennent des gens sans terres.

Les membres du CNAPAC ont remis des propositions à la commission paritaire mixte Assemblée nationale-Sénat, chargée de re-examiner la loi portant principes fondamentaux relatifs au secteur agricole, renvoyée en seconde lecture par le Chef de l'état dans sa lettre du mois d'août dernier afin de revoir l'article 16 alinéa 2. Lors d'un point de presse animé par Paluku Mivimba, Président du CNAPAC et de la Cellule de plaidoyer et Mme Espérance Nzuzi, Présidente de la Fopako et membre de cette cellule, samedi 8 octobre 2011 au Prefed, ils ont affirmé que leurs propositions peuvent se résumer par l'avis du Conseil consultatif local ou de l'administration locale qui doit



Les paysans ne veulent plus cautionner n'importe quoi

IIIème Forum Social Congolais Mobilisation citoyenne contre le néolibéralisme pour un Congo juste, prospère et fort

(suite de la page 3)

appelons l'ensemble des populations à voter ses dirigeants sur base des programmes ambitieux et réalistes et sur base de la crédibilité des candidats liés à leur passé dans la gestion de la sphère publique et privée. Nous appelons les candidats aux élections présidentielles et législatives à signer une sorte de contrat social avec la Population les engageant à rendre régulièrement compte à la population qui leur donnera mandat. Nous en appelons à des élections apaisées, transparentes et démocratiques. Les élections locales demeurent notre préoccupation et exigeons des garanties claires pour leur organisation. Nous nous engageons à soutenir le processus du Forum Social Congolais et à approfondir la réflexion dans nos organisations et nos milieux naturels de vie en vue de contribuer efficacement à l'émergence d'une couche sociale congolaise prête à barrer la route au néolibéralisme et à ses corollaires que sont la privatisation des services sociaux, l'intolérance, la recherche du lucre, les violations des libertés et droits de la personne, la dette odieuse, le marchandage de tous les secteurs de la vie, etc. Nous saluons la présence parmi nous, à ce 3^e Forum Social Congolais, des camarades venus du Congo-Brazzaville, témoignant ainsi la fraternité et l'amitié qui nous unissent et qui devraient toujours nous unir. Nous en appelons à la réalisation d'un Forum social des deux rives, d'un Forum Social des

Grands Lacs. Nous souhaitons que la RDC abrite le Forum Social Africain et organise à l'occasion du sommet de la francophonie, un Forum Social de la Francophonie. Nous soutenons toutes les luttes sociales en RDC, en Afrique et dans le monde contre la misère et les dictats des finances internationales. Nous soutenons les déclarations de la Société Civile au 4^e Sommet des Nations Unies sur les Pays Moins Avancés à Istanbul. Nous soutenons la participation de la société civile au Forum de Haut Niveau sur l'efficacité de l'Aide qui se tiendra à Busan, en Corée, en Novembre 2011. Notre participation au 3^e Forum Social Congolais a enrichi, au regard de l'autopsie que nous avons faite du Cinquantenaire de l'indépendance de la RDC, notre compréhension de la lutte globale et locale contre le néolibéralisme et la misère, et nous en sommes sortis plus forts. Nous en appelons à tout le peuple congolais de nous rejoindre dans notre lutte sociale pour la construction d'un futur meilleur. Un Congo de justice et de dignité humaine est possible ! Le Forum social Congolais, parti intégrante du Forum Social Mondial et du Forum Social Africain, est un pas vers la souveraineté nationale et vers une République Démocratique du Congo plus juste et plus égalitaire !

Les Signataires

être le dernier rempart dans l'acquisition, la cession, la location des terres agricoles en RDC. Cette proposition est la meilleure, car elle implique les gestionnaires de la terre, soutiennent-ils. En effet, les villageois disposent de toutes des informations sur leurs terres et ils peuvent donner un avis contraire si une cession des terres est néfaste pour la vie des communautés, explique Paluku Mivimba. Ces villageois ne peuvent pas cautionner n'importe quoi. Les paysans pensent que l'amendement de cette loi agricole portant sur l'acquisition de terres doit porter sur 4 articles à savoir : les articles 16, 20, 21 et 24. C'est ainsi qu'ils proposent à l'article 20 que l'avis du Conseil consultatif local soit requis dans la cession des terres et à l'article 24, l'avis de l'administration locale ou siège aussi des délégués paysans, soit aussi requis. Après

cette lecture, «notre attente est qu'il faut que la loi soit promulguée cette année avant la fin du mandat du Chef de l'état», affirme Paluku. Faisant partie d'un grand bloc électoral, sans cette loi, les paysans seront déçus. « Si la loi n'est pas promulguée, nous n'avons plus d'espoir, nous rentrerons déçus et nous amènerons un message auprès des paysans en leur disant que nous n'avons pas une loi agricole », conclut le président du CNAPAC. Pour Mme Nzuzi Espérance, les paysans congolais ont bel et bien de l'emploi, mais ils comptent beaucoup sur cette loi agricole parce qu'elle va les protéger et créer encore d'autres emplois autour des activités de la production, transformation et de la commercialisation des produits agricoles... Voici les propositions déposées à la commission mixte du Parlement : Article 16 : Etre une personne physique de nationalité congolaise ou une personne

morale de droit congolais dans laquelle la majorité de parts est détenue par des congolais (personnes physiques). Article 20 : Les concessions agricoles sont accessibles et transmissibles aux conditions prévues par la loi. L'avis du Conseil consultatif local en charge des terres agricoles est requis. Article 21 : Le concessionnaire est soumis aux conditions d'éligibilité prévues par les articles 16 et 20 de la présente loi. Article 24 : Le concessionnaire agricole a le droit de louer sa concession à un tiers, personne physique de nationalité congolaise ou morale de droit congolais dont le capital social n'est majoritairement congolais. Le concessionnaire avise l'administration locale ayant l'agriculture dans ses attributions. L'accord préalable de cette dernière est requis. ■ JB LUBAMBA

Une réflexion sur les obstacles à l'émergence de l'agriculteur congolais

L'atelier du Cadre National des paysans producteurs du Congo, CNAPAC, tenu du 17 au 19 novembre 2011 a recommandé, entre autres, l'émergence d'un monde paysan solidaire, professionnel et prospère où règne le bien-être socio-économique et culturel. Le monde paysan, regroupé au sein du cadre de concertation nationale et provinciale de la RDC (CNAPAC) a été encadré par le PREFED (Programme régional de formation et d'échanges pour le développement) pour définir la vision, les objectifs ainsi que les obstacles qui bloquent le métier de l'agriculteur en RDC. M. Paluku Mivimba, président du CNAPAC, a expliqué à la presse que cet atelier s'est tenu

en vue de préparer le carrefour paysan, qui est une rencontre des paysans de la République démocratique du Congo. C'est aussi un moment propice pour créer une synergie, afin de protéger le développement du métier de l'agriculteur en RDC. Ces trois journées de travail ont servi également à discuter sur l'élaboration des textes statutaires devant régir cette organisation. L'atelier a recommandé, entre autres, l'émergence d'un monde paysan solidaire, professionnel et prospère où règne le bien-être socio-économique et culturel. Le carrefour paysan en préparation se propose un thème qui se veut une interpellation du paysan sur sa place dans le monde : « où sommes-nous paysans ? ».

Pour le directeur exécutif du PREFED Emeste Kuyingila, le carrefour paysan aura aussi à faire un état des lieux du mouvement paysan en RDC. Le PREFED se doit d'accompagner le CNAPAC pour qu'il se dote des textes suivant les réalités paysannes, et il dit en précisant que cette structure doit œuvrer pour la professionnalisation de l'agriculteur et la réhabilitation de l'identité du producteur agricole congolais.

Par ailleurs, un autre défi qui bloque ce métier est l'application des lois agricoles, foncières et minières. Ces lois doivent être harmonisées pour la sécurisation des terres paysannes.

ACP

28 octobre 2011 : Journée de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique

Renforcer les systèmes alimentaires afin de réduire la faim

Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a été célébré le 28 octobre 2011, la Journée de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique, en mettant l'accent sur l'importance des marchés régionaux et des denrées produites localement dans l'amélioration de l'accès à l'alimentation aussi bien au niveau national qu'au niveau des ménages. «Le PAM travaille avec les gouvernements et les communautés dans toute l'Afrique afin de briser le cercle omniprésent de la faim», explique Sheila Sisulu, Directrice Exécutive Adjointe du PAM. «Nous aidons à mettre en place des solutions contre la faim menées pour les pays tout promouvant la croissance et le développement. En même temps, nous fournissons une assistance vitale aux victimes de crises, comme dans les cas de la sécheresse dans la Corne de l'Afrique et des mouvements de populations liés aux violences postélectorales en Côte d'Ivoire.» En 2010, en Afrique, le PAM a atteint près de 46 millions de personnes dans 40 pays. L'assistance du PAM sur le continent se concentre sur les opérations d'urgence, la réhabilitation après-crise et les programmes à long-terme afin de réduire la faim chronique et la malnutrition. « Ici, en République Démocratique du Congo, le PAM apporte une assistance à plus de 3 millions de personnes, dont un million d'enfants à travers son programme de cantines scolaires, a indiqué Kojo Anyanful, directeur adjoint du PAM en RDC.



Le P4P a été expérimenté avec succès à Kabalo dans le Katanga où 9000 agriculteurs sont engagés dans le programme

Cette année, le thème de la Journée de la sécurité alimentaire et nutritionnelle est «Investir dans les échanges africains pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle» une problématique centrale étant donnée la volatilité actuelle sur les marchés des matières premières.

ACHATS REGIONAUX

Le PAM est le premier acheteur de denrées

alimentaires humanitaires en Afrique. Il a acheté pour 2 milliards de dollars de denrées aux producteurs et marchands africains entre 2003 et 2010. Ces achats ont permis au PAM de livrer l'assistance alimentaire plus rapidement et à moindre coût.

SOUTENIR LES PETITS PRODUCTEURS

La sécurité alimentaire dans les pays en développement peut être renforcée en

autonomisant les petits producteurs. L'initiative «Achats pour le Progrès» (P4P) du PAM est un programme pilote dans 15 pays africains qui fournit aux producteurs l'expertise pour améliorer la qualité et la taille de leur rendement et mieux les connecter aux marchés.

FILETS DE PROTECTION

Le PAM met fortement l'accent sur les activités de protection sociale en faveur des

populations vulnérables, dont la prévention et le traitement de la malnutrition mère/enfant, les repas scolaires, l'assistance aux familles touchées par le VIH/SIDA, la création d'emplois et les programmes de formations. «Le PAM a lancé en RDC des programmes innovants pour relancer la production agricole et dynamiser les marchés locaux. Le P4P a été expérimenté avec succès à Kabalo dans le Katanga où 9000 agriculteurs sont

engagés dans le programme. Celui-ci sera prochainement étendu à l'Equateur, dans le territoire de Bikoro », a indiqué Kojo Anyanful. Le PAM participe également à la relance de l'économie locale en distribuant aux personnes vulnérables dans les zones où les marchés sont achalandés des coupons d'achat au lieu de rations. Ces personnes peuvent ensuite les échanger sur les marchés contre de la nourriture auprès de commerçants participants au programme. « Nous passons de l'aide à l'assistance alimentaire, en participant à la relance des activités agricoles et économiques. La RDC est un pays qui doit à terme pouvoir nourrir correctement toutes ses habitants. Nous travaillons avec les autorités et les autres partenaires pour améliorer la sécurité alimentaire qui reste très fragile », a ajouté Kojo Anyanful. ■

Réactions de leaders paysans sur la journée de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique

Joséphine Mugoto (FOPSIPAF)

(Fédération des organisations paysannes en synergie pour l'intensification et la promotion de l'agriculture familiale) : «La Journée mondiale de l'alimentation n'a pas vraiment été célébrée dans beaucoup de villages faute des moyens », nous a-t-elle répondu à la question en rapport avec cet important événement mondial du secteur agricole. ■

Bertin Ngindu de l'UPPEKOR

(Union des plateformes des planteurs et éleveurs du Kasai-Oriental) : c'est l'indignation. « Cette journée est passée inaperçue chez nous. La sous-alimentation bat son record chez nous ou les populations sont mal nourries alors que la province est en mesure de produire des produits agricoles. ■

Nakenda Fareed (COPACO)

Coordonateur de la Confédération paysanne congolaise (COPACO/ Equateur) : La journée mondiale de l'alimentation célébrée le 16 octobre 2011 apparemment n'a pas accroché beaucoup de gens. « Mais, c'était bien quand même pour les autres, pas pour moi. J'ai regretté parce que les autorités n'ont pas fait attention à notre riz de l'Equateur. Nous avons voulu que notre riz soit présenté. ■

Mme Nzyavake Vasianirya Viki (LOFEPACO)

Présidente de la Ligue des organisations des femmes paysannes du Congo (LOFEPACO), une association créée depuis l'an 2000 dans le territoire de Beni dont le siège se trouve dans la ville de Butembo. La Journée mondiale de l'alimentation (JMA) le 16 octobre dernier a été bien célébrée à Butembo

et la LOFEPACO a été invitée. L'association a profité de cette occasion pour monter aux participants l'importance des certains aliments dont la viande de lapin. « Nous sommes très contentes de cette journée » ■

Bombuli Octave (Union Bana Lac)

Coordonateur de l'Union Bana Lac/ Bandundu : a par ailleurs salué la journée mondiale de l'alimentation qui a eu lieu le 16 octobre 2011. Selon lui, la RDC devait songer à la production parce que les produits ne sont pas bien vendus à cause des produits importés. « C'est ainsi que je soutiens les termes de la fois dernière, *consommons ce que nous produisons* » L'on rappelle que l'Union Bana Lac est ONG qui milite en faveur des paysans. Son cheval de bataille est la commercialisation des produits agricoles pour un meilleur rendement, la défense des intérêts des paysans membres des associations à tout le niveau pour des problèmes fonciers. ■

Kapalay Kabemba Jean-Pierre (Ong Slowfood)

Membre de l'ONG Slowfood : En ce qui concerne la journée mondiale de l'alimentation célébrée le 16 octobre 2011, Kapalay Kabemba indique le gouvernement devait la placer sous le signe de sous alimentation qui gangrène les Congolais.

« Nous ne pouvons que nous plaindre parce que nous avons plus de 80 millions hectares de terre cultivable qu'on ne sait pas exploiter.

Si on pouvait les exploiter, on ne pouvait pas connaître le problème de sous-alimentation qui ronge la population », souligne-t-il.

C'était une journée d'interpellation pour redoubler des efforts, des stratégies afin de parvenir à produire plus et de créer l'abondance. ■

Mme Chantal Kabangu (UFD)

Membre de l'Union des femmes pour le développement, UFD, souligne qu'il n'y a que de promesses faites aux agriculteurs si on les réalisait cela sera une bonne chose, et surtout la mise en vigueur de la loi portant sur la lutte contre des importations de produits agricoles.

Néanmoins, comme ils'agissait de la journée mondiale de l'alimentation, on devait normalement exposer de produits agricoles, mettre des stands (tentes) où chaque province expliquerait à tout le monde sa spécialisation, sa nourriture de base comme le pondeu, la fougère (Misili), les poissons...

Comme ceci ne s'est pas passé ainsi, donc ce n'était pas une journée de l'alimentation. Car elle ne donne pas sa vraie explication. ■

ACTUALITES

Ateliers provinciaux sur l'intensification agricole : « Pas de paix sans sécurité alimentaire », affirme Samson Chirhuza

Par JB Lubamba

Du 28 au 29 juin 2011 un atelier, organisé à Kinshasa placé sous le thème « SECURITE ALIMENTAIRE NECESSAIRE ? POSSIBLE ? POUR UN CONGO PROSPERE » OU DES DISCUSSIONS ONT FORTE sur oui, l'aide d'urgence doit éviter des distributions gratuites, doit être faite d'une telle façon que le développement ne sera pas heurté mais sera plutôt favorisé. Le débat se concentrait sur l'approche pour faire développer l'agriculture congolaise, dans l'Est et ailleurs. Une opinion commune s'est développée au cours de l'atelier : l'intensification agricole sur la base des intrants externes en cherchant une production compétitive est la voie à suivre. La bonne présence de la presse a fait un écho fort dans le pays. Les appels dans tous les coins du pays ont été enregistrés. C'est ainsi que Catalyst a décidé d'organiser des ateliers provinciaux dans les provinces du Bas Congo, Katanga, Kasai oriental, Nord Kivu et Sud Kivu. Toutes les provinces manifestent l'intérêt aux approches promues par CATALIST et ces manifestations rencontrent le souci de CATALIST de faire bouger toute la RDC en matière d'intensification agricole. Lors de l'atelier de Matadi organisé du 17 au 18 novembre 2011, Samson Chirhuza, coordonnateur de l'IFDC/RDC a affirmé que « sans sécurité alimentaire, il n'y a pas de paix ».



Participants à l'atelier de Matadi

Objectif des Evénements dans les provinces, CATALIST cherche à continuer à changer l'attitude et les opinions générales par rapport à

l'intensification agricole en RDC, comme cela a été progressivement fait au Kivu au cours des quatre dernières années.

Afin de créer les conditions nécessaires qui mèneront à la paix, à la protection des ressources naturelles et, à l'application de la loi portant principes fondamentaux relatifs au secteur agricole de la RDC dernière laquelle CATALIST a investi d'énormes efforts et au vrai changement dans toutes les provinces, le projet estime que des événements suite de Kinshasa doivent se dérouler dans des provinces potentiellement agricoles d'abord. Quatre objectifs sont poursuivis dont : Finalisation de la brochure de Kinshasa en intégrant les présentations et les recommandations principales faites à l'occasion de l'événement du 28-29 juin 2011, à distribuer parmi les parlementaires, les sénateurs, les personnes clés du Ministère et les bailleurs ; Faire une jolie brochure brève de 10 pages avec un rapport condensé de l'événement de Kinshasa de 28-29 juin 2011, organiser la traduction de cette brochure en 4 langues nationales pour la large diffusion ; Exploiter le matériel d'exposition, élaboré par Alain et Chantal, pour organiser des expositions dans les provinces (4 provinces pilotes dont Sud Kivu, Katanga, le Bas Congo et le Kasai) ; Continuer les efforts de faire changer l'opinion des ONGs environnementales internationales et nationales par rapport à la nécessité d'utiliser des engrais pour la protection de la nature.

Ces ateliers provinciaux devront persuader un maximum d'acteurs Congolais et leurs représentants officiels et officieux que : l'intensification agricole est nécessaire et possible, l'engrais, l'indispensable des intrants externes nécessaires, n'est pas dangereux lorsque bien utilisé. Il suffira de montrer à ces provinces dépendantes des importations bien qu'agricoles que grâce à l'intensification agricole, il est possible de remplacer les importations énormes par une

production sur place, et –pourquoi pas– par une exportation agricole, comme au temps colonial ! Ces ateliers contribueront à « gommer » la croyance créée par des ONGs humanitaires très actives en provinces comme quoi l'engrais est dangereux et que la production biologique en est un alternatif sérieux.

entre hommes et femmes (problème des différences liées au genre).

RECOMMANDATIONS DE L'ATELIER DE MATADI (17-18/11/2011)

AUGOUVERNEMENT

-Vulgariser le code agricole (bannir les phénomènes DIA NKALA, LUTA



Un champ de démonstration à Matadi lors de l'atelier de l'IFDC/Catalist

RÉSULTATS ATTENDUS

Au bout des deux jours, l'événement aidera à réaliser deux objectifs, à savoir : sensibiliser/persuader la société congolaise au niveau des provinces que l'intensification agricole est nécessaire et possible, et que les engrais ne sont pas dangereux lorsque bien utilisés ; clarifier un peu l'intensification et l'agroforesterie.

En faisant comprendre les 'conditio sine qua non' de l'intensification en RDC, ces ateliers contribueront : au développement des marchés d'intrants et des produits, et ainsi à l'utilisation rationnelle de l'aide d'urgence-gratuite, et à la diminution des frais de transactions pour les intrants ; à faire comprendre que le développement de l'agriculture en RDC requiert une plus grande sécurité foncière ; à une collaboration entre les petits et les grands producteurs, et

NKALA).

-Disponibiliser le 10% du budget au secteur agricole suivant les accords de Maputo.

-Créer une coopérative/banque de crédit agricole pour appuyer les producteurs agricoles.

-Définir une bonne politique agricole dans les milieux paysans

-Réhabiliter les routes de desserte agricole et le transport en voie ferrée,

-Création des industries et renforcer les coopératives agricoles

-Créer ou réhabiliter les écoles et institutions des recherches agricoles du Bas-Congo pour encourager les jeunes à s'investir dans l'agriculture.

-Evonérer les intrants agricoles et décourager les tracasseries administratives...

-Réguler les taxes et impôts,

-Développer une politique incitative aux affaires (investissement dans les usines de

production et mélange des engrais, ...)

-Soutenir les entrepreneurs œuvrant dans le secteur agro-alimentaire.

-Redynamiser la trilogie entre la RECHERCHE-LAVULGARISATION-LE PRODUCTEUR

-Encourager la consommation locale des produits transformés sur place.

-Doter les écoles et centres de recherches agricoles des intrants, machines et outils agricoles.

-Soutenir la recherche dans le secteur agricole

-Que les grands concessionnaires facilitent l'accès à la terre aux producteurs (Eglises, commerçants, ...).

-Installer des entrepôts relais pour des produits secs aux niveaux des terminaux (fin des routes de dessertes agricoles avec les nationales et principales),

-Encourager la coopération des hommes d'affaires et les petits producteurs.

IFDC/PROJET CATALIST

-Créer un partenariat durable avec les organisations paysannes et d'autres acteurs du Bas Congo œuvrant dans le secteur agricole,

-Vulgariser la GIFS et installer des sites de démonstration dans différentes Localités du Bas Congo.

-Capaciter les journalistes de Matadi en GIFS -Initier d'autres activités de sensibilisation sur la GIFS au niveau des Districts de Matadi à travers les partenariats,

O N G INTERNATIONALES ET LOCALES

-Encadrer et assurer les suivis des fonds,- Renforcer la structuration des organisations locales comme la FOPAKO -S'investir dans les actions de développement durable et non les urgences (FAO et autres)

-Encourager les échanges d'expériences entre les mouvements paysans -Encourager les initiatives locales en matière de l'agriculture, -Que la LOFEPACO et la FOPAC puissent collaborer avec les organisations paysannes du Bas Congo.

MEDIAS

-Créer un Réseau des journalistes qui s'intéressent dans la filière agricole

-Production des émissions en rapport avec la GIFS sur l'intensification agricole à la Télévision et la radio.

-La publication d'une revue annuelle sur la GIFS et Catalyst/IFDC.

Fait à Matadi, le 17 novembre 2011

Quid le Projet CATALIST de l'IFDC?

CATALIST «Catalyser l'Intensification Agricole Accélérée pour une Stabilité Sociale et Environnementale» est un projet régional exécuté par l'IFDC, sous financement du Gouvernement Néerlandais. Le but du projet est de contribuer au processus de paix et de stabilité environnementale dans la région des Grands Lacs de l'Afrique Centrale et ce à travers l'intensification agricole et la protection environnementale inhérente. Les objectifs du projet consistent à promouvoir et à soutenir le développement des filières agricoles, à favoriser la production compétitive et durable, à augmenter et à améliorer l'efficacité des marchés des intrants agricoles et des produits agricoles et à contribuer à la création d'une politique incitative.

11ème Carrefour Paysan Parole aux paysans

Dans notre précédente édition, nous avons fait une restitution sur le déroulement de la Deuxième édition du Carrefour Paysan ; une rencontre qui a pu réunir, du 20 au 22 Octobre 2011, au Guest House Kabinda center, à Kinshasa, 272 délégués des organisations paysannes, venus de 10 sur 11 provinces de la RDC. Ce carrefour qui s'est tenu dans un contexte électoral, a été organisé par le Réseau pour la Promotion de la Démocratie et des Droits Economiques et sociaux, PRODESS et le Cadre de concertation nationale des producteurs agricoles du Congo, CNAPAC autour du thème centrale : « Paysans, où

sommes-nous ? ». Des représentants des organisations paysannes venues de tous les coins de la RD Congo ont eu à partager au cours de ces assises, des informations diverses sur l'état actuel de l'agriculture congolaise dans leurs environnements divers. Ils y ont également contribué aux analyses participatives de la situation du monde paysan congolais en général et de l'agriculture congolaise en particulier. Ainsi, avons-nous profité de cette occasion pour recueillir quelques réactions auprès certains représentants des provinces.



Une vue des participants aux travaux du Deuxième Carrefour Paysan à Kinshasa (Photo LVPC)

Réactions (suite et Fin)

Mme Josephine Mugoto (FOPSIPAF)

Elle a beaucoup apprécié l'initiative et s'est réjoui de cette grande opportunité leur offerte afin de débattre des questions brûlantes de leur secteur. « Nous espérons que les recommandations formulées par les participants seront prises en considération par les décideurs », a-t-elle dit tout en affirmant que « le carrefour c'était un moment important car nous avons exprimé nos difficultés et proposé des pistes de solutions à ces problèmes ».

Bertin Ngindu (UPPEKOR)

Le deuxième carrefour paysan avait servi de cadre de réflexion aux délégués paysans de partager des informations diverses sur l'état actuel de l'agriculture congolaise dans leurs environnements divers. Ils y ont également contribué aux analyses participatives de la situation du monde paysan congolais en général et de l'agriculture congolaise en particulier.

Ainsi, M. Bertin Ngindu quant à lui, nous a-t-il affirmé que ce forum a été un bon cadre d'échanges, « une chance pour l'avenir de la vie de nos paysans ». Le grand souhait pour lui, est que les recommandations qui ont été formulées à l'issue de ces assises, soient vraiment prises en compte.

BUKA MUPUNGU Nathanaël (COPACO)

Les réactions de Monsieur BUKA MUPUNGU Nathanaël, porte parole de la Confédération Paysanne du Congo, COPACO en sigle. « Je suis très satisfait de l'organisation de cette deuxième édition du carrefour, organisée par PRODESS et CNAPAC. Les paysans se sont appropriés et ont animé avec vivacité cette deuxième édition. Ceci a constitué un des points forts et positifs.

Quand au point négatif, avant de commencer cette deuxième édition, il aurait fallu évaluer l'activité de la première édition et les points focaux (représentants) de chaque province puissent rendre le rapport et se prononcer sur la mission qu'ils ont reçue pendant l'année dernière. En plus les points focaux avaient tendance à se substituer aux points focaux du CNAPAC au moment où ce dernier n'en dispose pas, il n'y a que deux catégories de membres fondateurs (FOPACO et COPACO) et membres effectifs (fédération qu'on va mettre en place).

Autres faiblesses du carrefour, il n'y a pas eu d'équilibre au niveau des délégués provinciaux. La prise en charge du déplacement et logement des délégués provinciaux devraient être assurée par les organisateurs PRODESS et CNAPAC. Ces derniers ne l'ayant pas fait. Certains paysans

se sont pris eux-mêmes en charge ; arrivés à Kinshasa, ils commençaient à faire pression à la confédération. A la prochaine que les organisateurs prennent en charge le déplacement et le logement de délégués provinciaux.

Rwassa SHAMAFU

En réaction par rapport au deuxième « carrefour paysan », il estime que cet événement a été une véritable opportunité pour les paysans de toutes les provinces de la RD Congo et une belle occasion d'échanger sur leurs différentes difficultés. « Le carrefour nous a permis de mettre en place un cadre national des producteurs agricoles lequel doit plaider pour les difficultés des agriculteurs qui sont à travers tous les territoires de la RDC ».

par rapport au carrefour : « premièrement, j'ai apprécié le carrefour, parce qu'il a touché aux problèmes (vécus) quotidiens de paysans congolais. Les réflexions assorties de ce carrefour nous ont incitées à compter sur nos propres efforts avant tout. Deuxièmement, ces échanges nous ont fait connaître nos droits ainsi que nos obligations envers l'Etat. Maintenant, nous pouvons nous comporter logiquement et nous sommes capables de revendiquer quant il faut. En fin, nous avons bien compris la vraie place des bailleurs de fonds dans nos activités, nous espérons qu'en appliquant ensemble les connaissances obtenues nous pensons œuvrer mieux qu'avant.

Mme Chantal Kabangu: est heureuse de participer à cette deuxième édition du carrefour des paysans.

Sa recommandation est que nous qui avons participé à ce carrefour, nous puissions à notre tour former les autres paysans pour que les décisions prises soient appliquées partout. Et sa deuxième recommandation est que les dirigeants nous aident à appliquer ensemble ces décisions prises. Nous devons rester soudés afin d'atteindre nos objectifs au lieu de rester en leadership. Ils doivent aussi vulgariser les expériences des autres comme modèle pour les aider à atteindre les bons résultats.

Mme Nzyavake Viki (LOFEPACO)

« Nous sommes très contents d'avoir notre fédération nationale (NDLR : CNAPAC Confédération Nationale des Producteurs Agricoles du Congo) qui devra être l'intermédiaire de nous paysans et le gouvernement de la République. Ce, pour faire des lobbyings et des plaidoyers de tous les paysans et de toutes les unions des organisations paysannes de chaque province. Ce cadre permettra à tous les paysans de notre pays d'être au même pied d'égalité ». Mme Nzyavake Viki pense que le deuxième carrefour paysan était l'occasion pour chaque représentant des organisations paysannes, de faire savoir ses expériences et d'acquiescer les expériences des autres.

Et elle souhaite que soit organisée si vite, l'assemblée générale de la Confédération nationale des producteurs agricoles du Congo « Pour mettre en place notre confédération nationale des producteurs agricoles ». « Que le CNAPAC tiennent compte des besoins et des spécialités des femmes paysannes et qu'il y ait le développement féminin », a-t-elle souligné. Comme tout producteur agricole que nous avons rencontré, le vœu le plus ardent de Mme la présidente Nzyavake Vasiariya est que le Président de la République s'attèle à promulguer leur Loi, déjà adoptée au Parlement, avant même les échéances électorales du 28 novembre 2011

Elle exige pour ce faire que le Gouvernement respecte et applique les accords de Maputo où les pays ont signé d'allouer 10% du budget national au secteur agricole.

Mme Kisonji Albertine

Le premier forum congolais des acteurs de l'innovation congolais dans l'agro-ressource

Le premier forum congolais des acteurs de l'innovation congolais dans l'agro-ressource au cercle Elaeis a été organisé à Kinshasa du 10 au 11 novembre 2011.

Le thème de cette réunion a été « la professionnalisation de l'agriculture paysanne et finacement de la filière agro-alimentaire ». Ce thème a été développé par l'Ir, Freddy MUMBA MUKUBA, Chargé de programme agricole au Centre National d'Appui au Développement et à la Participation Populaire, « CENADEP »



La RDC n'est autosuffisante pas pour quelques rares produits alimentaires : le manioc, les légumes, la banane de table, la banane plantain. (Photo LVP)

Comme on le sait la République Démocratique du Congo est un pays à vocation agricole, près de 70 % de sa population vit en milieu rural et dépend essentiellement de l'activité agricole. Le potentiel agricole de la RDC est estimé à plus de 80 millions d'hectares de terres arables dont moins de 10 % sont actuellement exploités. La diversité des climats, appuyée par un important réseau hydrographique permet de pratiquer une gamme variée de spéculations agricoles. Les étendues d'herbage et des savanes sont susceptibles de supporter un élevage de plus ou moins 40 millions de têtes de gros bétail. Les forêts tropicales qui occupent 135 millions d'hectares, soit 52% du territoire, constituent une réserve importante de biodiversité et des terres aménageables. Le potentiel d'irrigation est évalué à 4 millions d'hectares, ce potentiel ci-haut énuméré, dispose la RDC à jouer un rôle important dans le développement socioéconomique du pays et même de l'Afrique. De manière paradoxale, la RDC enregistre, depuis plusieurs années, une forte régression des performances agricoles au point de ne plus être en mesure de répondre ou satisfaire la demande alimentaire intérieure. D'une

manière générale, depuis le début des années 1990, le taux de Croissance annuelle moyenne de la production vivrière (2%) est resté inférieur à celui de la croissance démographique (3,3%).

La RDC n'est autosuffisante que pour quelques rares produits alimentaires : le manioc, les légumes, la banane de table, la banane plantain. On importe d'Europe, d'Asie, d'Amérique du riz, du blé, de la viande congelée, du poisson non seulement pour de grandes villes de la RDC mais ces produits agricoles importés envahissent même les milieux ruraux au point de constituer une menace pour l'agriculture familiale si rien n'est fait. Pourtant l'importation de certaines denrées ne peut se justifier à l'égard du potentiel ci-haut évoqué tant leur production pourrait être assurée dans le pays (le cas des céréales).

L'agriculture paysanne au Congo est celle dont l'exploitation utilise comme main d'œuvre les membres de la famille.

Caractéristique de l'agriculture paysanne congolaise

Comme dans la plupart des pays africains, cette agriculture est caractérisée par une faible productivité ; Une faible utilisation des

fertilisants ; Elle est extensive ; Une agriculture traditionnelle de subsistance, moins compétitive sur le marché international, génère peu de revenus qui puissent attirer la jeunesse au métier de travailleur de la terre.

IMPORTANCE DE LA PROFESSIONNALISATION DE L'AGRICULTURE PAYSANNE FAMILIALE

En termes simples disons que l'agriculture familiale professionnelle est celle où l'on ne cultive plus seulement pour nourrir sa petite communauté familiale pendant moins de temps avant d'arriver à la prochaine récolte ; c'est celle où l'on sait d'avance quelles quantités on veut obtenir en fonction du marché. Ainsi une attention particulière doit être accordée à la qualité des produits qui doivent répondre aux exigences des consommateurs ;

Un nombre de paramètres doivent être maîtrisés tels que le Système d'Information du Marché « SIM ». Conscient de cette situation, les paysans congolais se sont retrouvés en carrefour pour réfléchir sur les sort de l'agriculture familiale.

Ils ont compris que l'amélioration de la situation des agriculteurs paysans passe par

la professionnalisation de ce métier qui ne devrait pas être considéré comme un simple mode de vie mais plutôt un métier capable de générer des revenus suffisants pour la famille. Ainsi ils acceptent d'essayer toute nouvelle proposition sur les nouvelles techniques, méthodes et technologies agricoles qui s'avéreront nécessaires et utiles. Les paysans ont pris conscience que l'augmentation de la production est conditionnée par l'application stricte et le respect des techniques et normes agricoles. C'est à la seule condition qu'ils seront conduits à l'agriculture familiale professionnelle.

Selon les paysans le professionnalisme agricole est donc leur seul salut !

Lien entre l'innovation et l'agriculture familiale

Pour y parvenir, un large éventail d'instruments d'intervention qui, pour la plupart doivent être employés de manière différente pour les petits producteurs commerciaux et pour les agriculteurs de subsistance, peuvent : améliorer les incitations par les prix et accroître la qualité et le volume des investissements publics, améliorer le fonctionnement des marchés des produits, élargir l'accès à des services financiers et réduire le degré d'exposition à des risques non assurés, renforcer la performance des organisations de producteurs qui peuvent s'organiser par filière, promouvoir l'innovation par le biais de la science et des technologies, rendre l'agriculture plus durable et en faire une source de services environnementaux.



L'amélioration de la productivité, de la rentabilité et de la viabilité de la petite agriculture est le principal moyen de sortir de la pauvreté offert par une agriculture au service du développement.

L'agriculture paysanne est alors appelée à recourir aux innovations qui se font grâce à la science et aux technologies menées dans les institutions de recherche scientifique et d'enseignement supérieur et universitaire. Ainsi un contact doit s'établir entre les scientifiques et les paysans qui doivent se mettre ensemble pour l'amélioration de la production agricole. Ces innovations doivent être envisagées pour appuyer la compétitivité des petits producteurs œuvrant dans l'agriculture familiale.

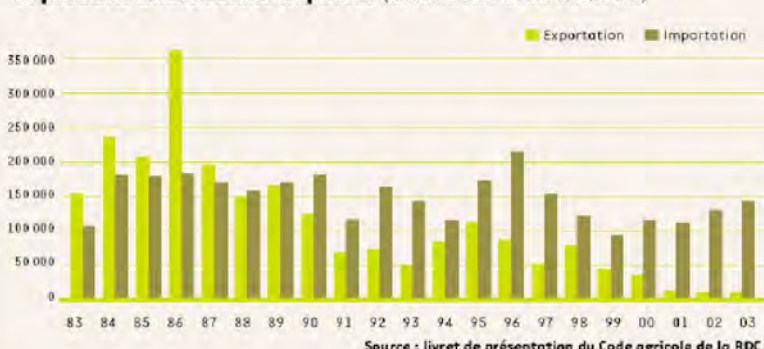
Financement de l'innovation dans la filière agroalimentaire

L'accès limité au financement dans l'agriculture de façon générale constitue un grand obstacle au développement des initiatives portées par les agriculteurs.

Pour arriver à financer les innovations dans la filière agroalimentaire il est important que l'accès au crédit agricole soit assurée. Que le gouvernement s'engage à appliquer les résolutions de Maputo qui prévoient de réserver au moins 10% du budget à l'agriculture.

Les différents partenaires de la RDC peuvent être sollicités pour le financement de cette filière ■

Les termes de l'échange entre productions agricoles nationales et produits alimentaires importés (en milliers de dollars américains)



Source : livret de présentation du Code agricole de la RDC.

Alors qu'elle a connu une situation équilibrée entre importations alimentaires et exportations de produits agricoles dans les années 80, la RDC, de nos jours, est totalement dépendante des importations alimentaires

Le leadership de la femme rurale

FOCUS

Le monde entier a célébré le 26 octobre dernier la journée internationale de la femme rurale. Cette journée nous pousse à faire une description du travail de la femme rurale et surtout son rôle dans la société congolaise. De toute évidence, la femme rurale est au cœur des activités agricoles, mais elles n'en bénéficient pas vraiment. Quelques femmes ont réagi sur le rôle de la femme dans le secteur agricole.

Les préjugés dans la société congolaise sur la femme rurale

Le CENADEP et AGEH dans le cadre du Service Civil pour la Paix, ont organisé des ateliers sur le genre à Boma dans la province du Bas Congo (15-17.8.2011), à Bukavu (17-19.10.2011) dans la province du Sud Kivu et à Kisangani (1-3.11.2011) en province Orientale. Au cours

de ces ateliers, les participants ont approfondi leurs connaissances sur le concept genre. Ils ont jeté un regard « genré » sur la réflexion stratégique du CENADEP afin de trouver des mécanismes pour rendre plus conséquent l'intégration de l'approche genre au sein de CENADEP et des partenaires et améliorer ainsi le travail des animateurs et animatrices de CENADEP sur terrain mais aussi à l'intérieur de la structure. Ces ateliers ont été focalisés sur l'acteur ou l'actrice en vue de ramener à la surface ses connaissances et ses pratiques en rapport avec la dimension genre à travers les questions individuelles et le travail en groupe.

présenter une femme à DESAO pour qu'on sache si réellement elle est capable de mettre au monde. C'est l'irresponsabilité de l'homme adulte qui est stigmatisée.

5. Tsusu ufwa ikoka thalu - La poule qui est morte coûte moins chère - Une femme qui a

12. Bakala dilela muana kisalu kakondolo - L'homme qui berce son bébé manque à faire - L'interdiction à l'homme d'aider sa femme.

13. Mbua malumaya kakalavayi wetadiatila nzila mosi - Le chien a quatre pattes, mais ne suit qu'un seul chemin - Valorisation de l'engagement et la fidélité.

14. Mobali azali mbeto ya hôpital - L'homme est un lit d'hôpital - La polygamie est masculine.

15. Nketo mutu unteta ntungulu, kambu kabhazi - La femme qui morcèle la tête d'un porc, manque un homme pour le faire - C'est l'infériorisation de la femme.

16. Pantalona mukaba - Le pantalon et sa ceinture - Valorise l'harmonie, la concertation entre l'homme et la femme.

17. Khuvua yingo andi - La tortue avec sa carapace - Valorise la prise de conscience et des responsabilités.

18. Nkombo tala kumanima mwana usisa (kabikidi) - La chèvre qui regarde derrière a laissé son petit - Il faut l'attention mutuelle, la collaboration. Il faut toujours saisir à l'autre.

19. Kangila mwana khombo mosi ngudi khombo kabika kuenda. - Attachez le cheveau pour que sa mère ne s'éloigne - Dans les conflits conjugaux les enfants sont les unificateurs.



Les femmes du Mayombe après l'atelier

Après avoir travaillé sur les préjugés dans la société congolaise (*Les hommes n'aiment pas que les femmes progressent, les hommes se croient supérieurs, les femmes ne construisent pas un village/une nation, les femmes sont trop dépendantes*), les participants ont pu faire un jeu de rôle où chacun et chacune a pu se mettre dans la peau de l'autre sexe. Dans la peau d'une femme, les acteurs étaient mus par un sentiment d'infériorité (ils se sont senti délaissés) tandis que les actrices dans la peau d'un homme avaient eu un complexe de supériorité. Elles ont joué un vrai rôle de chef de famille. Lors de l'atelier de Boma qui a regroupé des organisations partenaires de CENADEP

les hommes et les femmes. Et dans quelle mesure ces idées favorisent-elles ou non la mise en œuvre des actions genre dans votre communauté?

Les résultats du travail en groupes ont révélé les anecdotes ci-après:

1. Bakala unlela muana kisalu kakembo - L'homme qui berce son enfant manque de quoi faire - Le fait que l'homme veut aider sa femme est minimisé par la société.

2. Mayi ekufela mbua bapaya bamelaka yango - Ce ne sont que les étrangers qui consomment de l'eau impropre - Ça veut dire quand une femme a un mauvais comportement c'est un étranger qui peut l'épouser. C'est la stigmatisation de la femme/fille.

3. Usoka ndumba, sokila ziwadi - Quand l'homme veut se marier, il faut avoir deux fiancées pour sélectionner - C'est l'interdiction pour la jeune fiancée d'avoir plusieurs fiancés, elle ne peut pas choisir le mec elle veut marier, mais l'homme peut avoir même quatre femmes. C'est la stigmatisation de la femme.

4. Lumva banketo kakala yandi muingi tulutazabati « Desao » kobutanga komaingi tulutazaba ti mingongo mibela - Il faut

déjà mis au monde a moins de valeur pour la dot - C'est la dévalorisation de la fille mère. 6. Amela milangi - Elle a bu le verre - La stérilité est toujours féminine - C'est la dévalorisation d'une femme qui ne peut pas mettre au monde.

7. Unkaendayaka, undiatava konde - Si tu marches avec quelqu'un il faut le donner de temps en temps un coup au talon pour lui demander de réduire la vitesse - La collaboration est obligatoire dans le mariage.

8. Banza bingungu kuyilu diba bimbundasana - Les Calebasses au dessus du palmier se bousculent - Il faut toujours privilégier le dialogue dans le foyer.

9. Miose vamunua muana leze - L'enfant qui siffle l'a appris avec les adultes - Nous sommes des modèles ce que nous faisons nos enfants le répètent.

10. Dikulu dibomba, bunazikhungu - Dans le mariage il faut le dialogue. Pour l'harmonie à la maison il faut le dialogue.

11. Nzungu ayi tapa andi - Chaque mamite a son couvercle - Valorisation de l'harmonie entre l'homme et la femme.

Sud Kivu : A Kamanyola, la femme rurale est très surchargée, elle a six bras

Selon Joséphine Mugoto, le rôle de la femme dans le secteur agricole à Kamanyola est vraiment très prépondérant, confirme-t-elle. « Chez moi, c'est la femme qui prône l'agriculture à 90 pourcent ». Cependant, les conditions de travail de la femme ne sont pas tellement bonnes dans cette partie du Sud-Kivu, a renchérit la présidente de la FOPSIAPAF. « Elle (femme agricultrice de Kamanyola) ne gagne pas beaucoup parce qu'elle n'a pas de moyens, notamment le crédit agricole, pas d'élevage, etc. ».

Quant aux pistes de solution sur les conditions de cette femme, Joséphine Mugoto souhaite ardemment que le gouvernement de la République et ses différents partenaires appuient la femme rurale pour le changement du milieu sur le plan social et économique. « Car, c'est elle (la femme rurale) qui est la source des revenus de la famille grâce à ses activités agricoles ». A la question de savoir pourquoi les femmes occupent des postes secondaires dans beaucoup d'organisations, Mme Mugoto

estime que c'est tout d'abord l'ignorance, le niveau intellectuel bas ainsi que la discrimination des hommes sur les femmes lors des élections dans les associations.

La femme rencontre beaucoup d'obstacles qui empêchent son émergence dans la société congolaise. Joséphine Mugoto dénonce quant à ce, la surcharge de la femme rurale (femme à six bras) et le fait que bon nombre de maris ne prennent pas en compte ou ne considèrent pas à juste titre, le travail de leurs épouses.

Elle conseille que les femmes rurales soient suffisamment formées. C'est-à-dire, qu'elles accèdent à des séances de formation sur le genre. La présidente Mugoto veut aussi que les initiatives des femmes dans les milieux ruraux puissent être appuyées.

Elle envisage notamment la participation des femmes dans des conseils agricoles ruraux de gestion dans tout le pays que soit appuyé le crédit agricole dans les associations des femmes en milieu rural. Son vœu le plus ardent est de voir les activités agropastorales renforcées à travers toute la province du Sud-Kivu. ■

Mme Charlotte Sona : « Les autorités de l'Etat doivent plutôt protéger nos espaces agricoles et non les vendre »

Les conditions de la maraichère à Kinshasa s'avèrent aujourd'hui très affligeantes en République démocratique du Congo. Nous avons rencontré une maman maraichère de carrière engagée aux activités maraichères depuis 1996. Elle se nomme Charlotte Sona - Kwensanguen, mariée et mère d'une famille nombreuse.

Mme Sona est également présidente de l'Association des mamans maraichères de Tshangu, AMMAT en sigle.

Elle est active sur le site agricole Tshangu, situé dans le Pool Malebo (espace marécageux longeant le fleuve Congo à la limite de Kinshasa dans le district de Tshangu) et bordé par la rivière Tshanga aux pieds de la commune de Masina dans le quartier Mfumu-Nsuka au-delà des rails de l'ex Onatra.

Son vœu le plus ardent, comme pour tout agriculteur de voir les autorités établies par l'Etat s'engager véritablement à la protection et la sécurisation des sites destinés aux activités agricoles. Et non de pouvoir confier ces sites à la vente pour des éventuels lotissements. C'est en vue de mener une lutte salutaire contre toute spoliation des terres agricoles à travers toute la République. Car, a-t-elle soutenu, des familles entières vivent de ces terres. « Et la spoliation de celles-ci, croyez-moi, tue beaucoup d'âmes ».

Mais au-delà de cette préoccupation, elle nous a également parlé comment la nouvelle saison sèche est accueillie dans son milieu, et elle a un peu commenté sur l'état salubre des cultures vivrières et alimentaires produites au site maraicher de Tshangu. Suivons !



Mme Charlotte, comment accueillez-vous la saison des pluies qui vient de réapparaître ?

Maman Charlotte Sona : « Pour nous, les maraichères du site Tshangu, la saison des pluies est la bienvenue. Je pense que c'est une bonne chose mais pas autant que la saison sèche. Puisque, du moins pour ce qui nous concerne au site Tshangu, la saison des pluies présente plusieurs inconvénients et elle nous est assez désavantageuse. Toutefois, nous tenons seulement le coup. Par

exemple quand il pleut, l'eau déborde de la rivière Tshangu qui est à côté et finit par inonder nos cultures et les détruit. Voilà pourquoi pendant la saison des pluies, nous préférons seulement cultiver le riz, l'oseille, l'épinard, ou la patate douce (matembele). Tandis que les autres cultures comme l'amarante que nous aimons bien cultiver et tant d'autres s'abîment si elles sont submergées par l'eau. D'une manière générale, la saison sèche est plus avantageuse que la saison des pluies, car elle nous

permet de bien produire nos cultures d'amarante, la plus rentable de toutes ».

Comment jugez-vous les accusations selon lesquelles vos produits agricoles sont gardés et vendus dans des conditions insalubres ? Les engrais chimiques que vous utilisez, dans vos cultures préjudicient-ils la santé des consommateurs ?

« Pour ce qui est de ces cas, permettez-moi de vous informer que nous ici au site Tshangu, bénéficions du

soutien d'un projet HUP (appui au développement de l'Horticulture urbaine et périurbaine) de la FAO qui nous appuie financièrement et nous dispense des séances de formation. Cette formation nous enseigne d'autres techniques à utiliser en remplacement des engrais chimiques pour la rentabilité de nos cultures. Par exemple, nous avons appris à privilégier des fertilisants organiques. Toutefois, les engrais chimiques ne sont pas aussi nuisibles qu'on le croit quand ils sont bien utilisés, c'est-à-dire en respectant les conditions prescrites. Concernant la salubrité de nos produits, je dois affirmer que le même projet a installé plusieurs puits d'eau à travers tout notre site et non loin de nos plates-bandes pour nous éviter l'utilisation de l'eau impropre de la rivière Tshangu qu'on se servait autrefois. Cette rivière sert de versant où se jettent toutes les saletés qu'amènent des caniveaux des quartiers environnants surtout au moment de la pluie, et la population du coin l'utilise pour y verser leurs poubelles. C'est pour dire que nous au site Tshangu, nous utilisons une bonne eau provenant de la nappe aquifère souterraine. Donc, s'il y a insalubrité, je pense que c'est au niveau du marché, non pas à notre niveau ».

Quant à la spoliation des sites agricoles de Kinshasa, pensez-vous que votre site est également visé (puisque on sait qu'il est protégé par des documents juridiques) et comment réagissez-vous face à cela ?

« Je crois savoir que le site Tshangu n'est pas épargné à cette époque de spoliation des sites agricoles de Kinshasa. Il est autant menacé comme tous les autres sites de l'entité. Vous avez dit que notre site est protégé, mais c'est parce que nous

avons beaucoup de problèmes ! Nous nous sommes maintes fois battus. Même jusqu'aujourd'hui, nous continuons à nous battre avec des soi-disant « héritiers des terres », fils, filles ou membres des familles des chefs-coutumiers. Ils nous causent beaucoup d'ennuis. Ajouter à cela, l'opacité (ou l'inadvertance) des autorités de l'Etat dans la gestion des espaces destinés aux activités agricoles de la ville de Kinshasa. Il y a deux semaines passées, l'Union nationale des agriculteurs du Congo avait décrété « deux jours sans légumes », pour bien attirer l'attention de nos mandataires, dirigeants et autorités sur cette situation macabre et malencontreuse qui nous afflige de la spoliation des sites agricoles. Nous avons bien observé ces deux jours sans vendre nos légumes ici au site Tshangu. Et l'impact a été très considérable. Quant à moi, profitant de l'occasion que vous m'offrez, je demanderais aux autorités compétentes de nous venir en aide, nous les agriculteurs et agricultrices de Kinshasa. Qu'elles nous laissent ces terres agricoles, comme le Pool Malebo, certains très marécageux, aussi si bien approprié pour les activités maraichères. C'est ici que nous faisons vivre nos familles, nous faisons étudier nos enfants. Ces terres aident beaucoup de vies. Cependant, chaque fois qu'il y a spoliation de ces sites agricoles, croyez-moi, cela coûte la vie à beaucoup de personnes. Nous en connaissons plusieurs qui sont morts parce qu'ils ont perdu leurs espaces de champs par des plus forts. Cet appel je le lance également à ceux qui nous représentent, ou mieux qui nous représenteront, tant à l'Assemblée nationale qu'à l'Assemblée provinciale. Qu'ils ne

se contentent pas seulement à voter des lois, mais qu'ils s'impliquent également à défendre les intérêts primordiaux de leurs électeurs que nous sommes, les paysans car, nous représentons au moins 70% de la population ».

Avez-vous un mot de la fin ?

« Tout ce que je peux ajouter par rapport à tout ce que j'ai déjà dit, c'est de demander au Chef de l'Etat qui est le Garant de la Nation, de bien vouloir placer l'agriculture, socle de tout développement, comme priorité des priorités. Pas avec des slogans ou des petites volontés d'action, mais que le secteur agricole puisse occuper une place de choix dans toute action. Ce qui implique que les sites agricoles doivent être bien protégés. Je demande également aux députés ou aux futurs députés de nous réclamer la loi agricole et de déployer pour que cette loi soit appliquée pour la protection de nos sites agricoles. Permettez-moi ici de saluer la bravoure du ministre provincial de l'agriculture de la ville province de Kinshasa, M. Noël Botakile, qui est notre seul défenseur et protecteur en ce moment. Je tiens vraiment à le féliciter, à l'encourager et à le louer sans oublier de le remercier autant pour le bon travail qu'il est entrain d'abattre dans le secteur qui est lié et surtout à notre faveur. C'est le seul qui nous convainc jusque là. Et je le rassure, je le confirme même que, nous, les mamans maraichères, sommes de cœur avec le ministre Botakile, nous le soutenons et nous continuerons toujours à le soutenir et nous resterons toujours de son côté. Que Dieu le bénisse ! ».

Lepeiti Baende

La journée d'un couple au village Tsanga-Nord

Heures	Homme	Femme
00 h 00	Reproduction	Reproduction
01 h 00	Il dort	Allaitement de l'enfant
02 h 00	Il dort	Elle dort
03 h 00	Il dort	Elle dort
04 h 00	Reproduction	Reproduction
05 h 00	Il dort	Réveil et va à la source
06 h 00	Réveil	Travail ménage
07 h 00	Manger	Soins des enfants
08 h 00	Départ à la forêt	Départ forêt
09 h 00	Coupe Noix de Palme	Prise repas
10 h 00	Coupe Noix de Palme	Ramassage noix et transport régime
11 h 00	Coupe noix de Palme	Ramassage noix et transport régime
12 h 00	Coupe Noix de Palme	Ramassage noix et transport régime
13 h 00	Coupe noix de Palme	Ramassage noix et transport régime
14 h 00	Repos	Continuer transport des régimes
15 h 00	Repos	Récolte (Feuilles de manioc, manioc...) et recherche bois
16 h 00	Tirer le vin de Palme	Récolte feuille de manioc et manioc, et recherche bois
17 h 00	Tirer le vin de Palme	Récolte
18 h 00	Retour à la maison	Retour à la maison
19 h 00	Distractions	Soins des enfants et préparer nourriture
20 h 00	Prise vin de Palme	Soins des enfants et préparer nourriture
21 h 00	Manger et dormir	Continuer à travailler
22 h 00	Dormir	Se met au lit
23 h 00	Reproduction	Reproduction

Par rapport à l'homme qui a sept heures de repos, la femme a seulement deux heures du repos. L'homme se distrait pendant deux heures par jour, la femme ne se distrait pas de tout. La femme travaille 15 moments, l'homme seulement six moments. Travaille 15 moments, homme travaille 6 moments. C'en'est pas juste !!!! Alors, si on veut que la femme participe plus dans les réunions et s'engage plus pour la vie communautaire il faut au même temps décharger la femme ! Le genre est alors un défi pour toute une société, pas seulement pour les femmes, ça concerne les hommes et les femmes.

Mme Nzyavaka Vasimya: «La femme s'occupe de tout, mais abandonnée à elle-même»

La présidente de la LOFEPACO, Mme Nzyavaka Viki souligne que la femme joue un rôle prépondérant dans la vie des foyers. « Les femmes s'occupent de tout, mais elles sont abandonnées à elles-mêmes », ajoute-elle. « A part les activités de champ, elles ont également des activités ménagères ».

FEMME DE LA LOFEPACO, FEMME AGUERRIE

Contrairement à plusieurs autres organisations, la présidente Viki dit que dans la LOFEPACO, les femmes n'occupent pas des postes secondaires puisqu'ils sont tous occupés par les femmes. « Ces sont les femmes qui prennent toutes les décisions. Grâce à ces

stratégies de la LOFEPACO, les femmes sont devenues des agricultrices professionnelles reconnues en tant que telles. Elles constituent une référence dans leurs milieux. Elles dégagent une épargne croissante leur permettant d'investir dans l'augmentation de leurs capacités de production », a indiqué Mme Nzyavaka Vasianirya Viki.

Et de poursuivre : « Elles (les femmes de la LOFEPACO) appliquent une gestion démocratique des biens dans leurs ménages et dans leurs organisations et privilégient le dialogue sur différents aspects de la vie. Elles sont également préparées à prendre des responsabilités politiques, elles dirigent sans peur, sans complexe et sans se sous-estimer ».

L'EXEMPLE DE LA LOFEPACO DOIT INSPIRER

Dans beaucoup d'organisations les femmes ont difficile à occuper des postes supérieurs. Pour cause ? Mme Vasianirya pense que « c'est parce que les hommes sont des égoïstes, les femmes se sous-estiment, les capacités des femmes ne sont pas renforcées, leurs niveaux d'études sont souvent très bas, elles ont la peur de s'exprimer dans une assemblée où il y a beaucoup d'hommes etc. ». Quelques pistes de solution pour cela, elle estime qu'il faut que les textes statutaires dans des organisations s'éclaircissent sur cette problématique de genre. « Qu'on crée dans des organisations des départements Femme, des parloirs des femmes à l'exemple de la LOFEPACO qui est une « école-femme » où toutes les femmes s'expriment sans peur, et qui doit inspirer et renforcer d'autres femmes » ■

Parrapport aux conditions de travail, Viki Nzyavake affirme que les femmes de sa circonscription ne travaillent pas dans des bonnes conditions, tout en dénonçant l'insécurité récurrente dans cette partie du Nord-Kivu. Quant aux dividendes, elle dit que chez elle, les femmes qui sont formées dans leurs associations attirent plus de bénéfices, mais celles qui ne sont pas formées ne font pas de bénéfices parce qu'il n'y a pas de marché dans le coin. Et la solution pour elle dans tout ceci, c'est l'instauration du crédit agricole suffisant, la sécurité, l'organisation des formations, la sécurité financière...



Les femmes de la LOFEPACO travaillant dans un champ

Mme Mbombo de CEDI : « La pauvreté est aujourd'hui féminisée »

La femme est actrice principale dans le secteur agricole, malheureusement les conditions dans lesquelles elles travaillent sont élémentaires et inhumaines. Jadis, la femme était appelée femme à milles bras mais aujourd'hui la pauvreté est féminisée. Comme dividende, la femme est mal rémunérée de son travail, dit-elle, car elle est sous représentée. Un appel est lancé aux partenaires nationaux aussi bien internationaux de soutenir les femmes par le renforcement de leurs capacités par l'implantation des institutions des crédits agricoles, en subventionnant l'agriculture et en construisant les infrastructures de bases.

fonctions etc... Le Centre d'Encadrement pour le Développement Intégré (CEDI) évolue dans le Kasai oriental, district de Tshilende, territoire de Lupatapati. Son objectif principal est d'améliorer et promouvoir les droits de la femme. Pour atteindre cet objectif, ce centre a mis en place les stratégies résumées en quatre axes d'interventions : le renforcement des capacités des femmes par des sessions de formation dans tous les domaines ; l'amélioration de l'accès des femmes à l'information par la publication d'un bulletin semestriel dénommé INBAZA qui signifie « femmes dans la cours royal » ;

l'éducation à la citoyenneté dans le cadre de la démocratie participative et la promotion de la sécurité alimentaire pour augmenter le revenu de la femme. Grâce à ces stratégies, ce centre dispose d'un noyau des formateurs dénommé formatrices de proximité. Le centre a acquis une concession de 40 hectares où il érige le champ école pour les nouvelles techniques. Le CEDI se spécialise dans la production des semences, la production des boutures et le parc à bois sur une superficie de 6 hectares. Pour le volet production, le centre est dans l'impossibilité d'augmenter la production faute de

matériels adéquats ; la location de tracteur est évalué à 90\$ par hectare affirme Madame MBOMBO membre de cette organisation. Le Centre ne connaît pas de problème majeur quant à la transformation et la commercialisation du fait que la vente se fait sur place. Suggestion : le centre lance un son de cloche aux partenaires tant nationaux (le gouvernement) qu'internationaux des subvenir aux besoins des paysans. Et c'est en vue de soutenir les efforts de ces derniers à travers la construction des routes et l'octroi de crédit agricole ■

PETRA IYELI



C'est à la femme que revient de porter le poids de coutume (Photo Annette)

Mme Benda Malio Marie Thérèse : « La femme est vraiment actrice principale du développement »

Cette phrase a été lâchée par Benda Malio Marie Thérèse, en réaction à la journée internationale de la femme rurale célébrée le 16 octobre 2011. « La femme fait tout et elle joue un très grand rôle dans le foyer, préparer, faire la vaisselle, faire la lessive... elle va aussi au champ. La femme n'a pas de repos, alors que le repos est très nécessaire.

ailleurs, elle a fustigé aussi le comportement de certains hommes qui ne tiennent pas compte des femmes dans le monde de travail. « Nous ne sommes pas à la base de tout ça.

Mais, ça peut être l'égoïsme des hommes alors que la loi sur la parité homme-femme existe », précise Benda Malio qui s'en prend aussi à la femme : « La femme doit aussi prouver sa compétence pour trouver une bonne place.

Elle travaille beaucoup. Elle est au four et au moulin. Elle s'occupe de l'éducation des enfants, du ménage et autres activités », déploré-t-elle. Malgré ces conditions déplorables, certaines femmes rurales tirent aussi des dividendes dans des travaux agricoles. « Moi personnellement, j'ai gagné beaucoup. Depuis 2005, je ne travaille plus. Mais je me suis livré à l'élevage, culture maraichère. J'essaie quand même à m'organiser », souligne Benda Malio Marie Thérèse. Celle-ci préconise comme pistes de solution, l'adoption de la loi agricole. Les femmes vont pousser un ouf de soulagement parce que la loi est pour tout le monde, selon elle. Par

Malgré qu'il n'y a pas de bonne volonté chez les hommes, mais nous-mêmes les femmes nous accusons aussi une certaine incompétence par moment ». Mais, elle a reconnu que beaucoup de femmes occupent aussi des postes intéressants. « La majorité de femmes ne sont pas compétentes. C'est le niveau intellectuel qui empêche l'émergence des femmes dans la société », poursuit-elle avant d'inviter l'agent féminine aux études et au travail ■

PETRA IYELI

Mme Chantal KABANGU (Nkongga UFD): «Ce sont les femmes qui travaillent plus aux champs, elles font tout»

Congolaise résidant en Belgique, Mme Chantal KABANGU évolue dans une organisation dénommée Nkongga UFD (Union des femmes pour le développement). De ce qui est de rôle de la femme dans le secteur agricole, ce sont les femmes qui travaillent plus aux champs, elles font tout (cultiver, sarcler, récolter...). Les conditions de travail sont précaires, très dures, elles travaillent toujours manuellement. Du dessouchement à la récolte, le résultat ne nous permet pas d'acheter une grande chose. Car 50% de la production commercialisée est consacrée au transporteur et 10% au chauffeur ce qui fait qu'on ne gagne rien du tout. En réalité 55% est sacrifié au transport. Comme piste de solution, l'installation des institutions de crédits agricoles nous aidera à bien améliorer notre production par l'achat des intrants agricoles, la création de marché dans chaque milieu rural est un préalable. Les femmes occupent les postes secondaires dans beaucoup d'organisations par ce qu'elles sont réduites à un système de

connaissance. Elles sont sans formation et sans expérience et leur rôle est à la cuisine. En plus les formations ne se donnent qu'en français alors qu'ailleurs comme en Belgique d'où je viens les formations, les réunions se font parfois en langues locales (Wallon et flamand). Par contre en RDC, bien que la majorité de la population féminine soit analphabète, les formations se donnent toujours en langue officielle. La discrimination, le problème culturel, la domination masculine des hommes sur la femme sont quelques obstacles qui empêchent l'émergence des femmes dans la société. Comme piste de solution, les femmes doivent se prendre en charge même si on ne les considère pas vraiment dans la société, mais nous devons montrer de quoi nous sommes capables, en travaillant sans complexe, se mettant au même rang que les hommes quand il s'agit de travailler. Ici je vous donne mon exemple personnel, j'ai quitté l'Europe pour venir travailler dans le secteur agricole dans mon pays ce qui n'est pas le cas pour les autres.

qui nous coûte 90\$ US par hectare. Et les tractoristes viennent souvent en retard car ils ont d'autres engagements ailleurs. Ce qui nous oblige à travailler manuellement et ceci prend beaucoup de temps pour cultiver une grande surface. Au niveau de la transformation, nous déplorons aussi

moitié au transporteur en plus vous payez au chauffeur 10% de l'autre moitié qui vous reste. Par exemple pour le transport de 20 sacs de maïs vous devez donner 10 sacs au transporteur et dans les 10 sacs qui vous restent vous donnez encore 10% soit un sac au chauffeur afin d'avoir accès au véhicule.



Mme Chantal KABANGU

Mme KISONDI Albertine (FDB): «Nous travaillons avec la force manuelle par faute des matériels adéquats»

Membre de FDB, «Femmes Dynamiques de Badi», une association qui a vu le jour en 2001 dans la province de Bandundu, district de Kwilu, territoire de Ngungu. L'objectif principal de ladite association est de travailler ensemble pour augmenter la production. Les productions de maïs, manioc, patates douces et le maraîchage constituent les cultures principales. Les difficultés relatives à l'exploitation dans FDB sont légions, ainsi nous avons pu les classer comme suit : au niveau de la production a dit Madame Kisonji citée ci-haut : « nous travaillons avec la force manuelle par faute de matériels adéquats. Les outils utilisés sont rudimentaires. Quand bien même nous voulons exploiter une grande étendue, nous ne pouvons pas aller au-delà des capacités vu que le corps humain a ses exigences et ses limites ».

d'éviter sa détérioration. Nous vendons souvent à un prix dérisoire pendant que les produits affluent encore sur le marché.

La commercialisation aussi se fait pas sans difficultés. Les routes ne sont pas praticables. Nous manquons des engins de transport. Nous utilisons souvent des vélos pour arriver à Mungina ou Lutima avant d'atteindre la partie navigable de la rivière Kwilu pour descendre à Kikwit. Le coût de transport est élevé suite à un système de transport multimodal. Par exemple avec un sac de manioc, le coût de transport de Badi à Lutima est de 4000 FC à 5000 FC et de Lutima à Kikwit, on paie 10 à 15% du prix de vente et c'est toujours les piroguiers qui fixent le prix. Quand on évalue ce prix de Kikwit par rapport au prix pratiqué à Badi, nous remarquons que c'est une peine perdue. Les gens préfèrent écouler leurs produits sur place à cause de mauvais état de route et le coût de transport exagéré.

Comme suggestion formulée par ces femmes, « nous demandons à l'Etat et aux hommes de bonne volonté de bien construire les routes qui nous permettent d'évacuer nos produits sans problème. Pour ainsi éviter le système de transport multimodal » ■

PETRA IYELI

Nkongga UFD (Union des femmes pour le développement) existe depuis 2002 dans les trois provinces suivantes : Kasai oriental (précisément dans le district de Miabi territoire de Miabi), Bandundu dans le district de Kwamouth et enfin la ville province de Kinshasa où elle exerce son activité dans la commune de Maluku. Elle poursuit comme objectifs : la lutte contre la famine, la promotion des cultures de maïs, manioc, soja et riz. Comme activités, nous avons la production de maïs, manioc, desoja et du riz. Quant à la production ; elle a réalisé les résultats ci-dessous : 5 tonnes de maïs et 10 tonnes de manioc pour ne préciser que ces cultures (de janvier à octobre 2011).

Cette organisation est butée à des difficultés diverses que nous pouvons classer comme suit : au niveau de la production, il y a l'absence de matériels par exemple le tracteur. Comme nous travaillons dans les terres sableuses affirme Madame Chantal, nous recourons souvent à la location de tracteur

l'absence des machines spécialisées. Ce qui fait que les productions soient vendues à l'état brut sans aucune transformation. Quant à ceci qui concerne la commercialisation, Madame Chantal dit que pour amener les produits aux consommateurs, il faut des véhicules ; les peu que nous disposons tombent souvent en panne. Par exemple dans le Kasai orientale plus précisément à Keme village situé à 20 km de la bifurcation de la voie principale, parcours dans lequel les véhicules tombent souvent en panne à cause du mauvais état de route. Autres difficultés majeures est que les transporteurs nous imposent le prix de transport.

Par exemple, pour transporter une quantité donnée de produit vous devez réserver la

C'est comme si nous travaillons seulement pour eux, ajoute Madame Chantal.

Eu égard à toutes ces difficultés énumérées, nous suggérons que le gouvernement entretienne des routes et accorde des crédits agricoles aux paysans pour que ces derniers puissent acquérir les matériels de production, de transformations et de commercialisation. Concernant l'attente par rapport à la loi agricole, il faut que nous arrivions à améliorer notre production et à bien commercialiser nos produits, dit Madame Chantal. Et que nous puissions aussi exporter nos produits comme les autres au lieu de toujours importer, conclut, Mme Chantal.

PETRA IYELI

Professeur Marie Claire YANZU : « Il faut améliorer les connaissances de la femme »

Marie Claire Yanzu est professeur et nutritionniste. Elle a souligné que la femme rurale produit beaucoup, mais elle n'est pas propriétaire. Elle reste étrangère depuis sa naissance, on lui dit qu'elle va se marier elle ne peut pas étudier, à sa mort de son mari on la dépouille de tout. Donc, la femme est sans finance, sans crédit, sans propriété. Comme solution, la femme doit être renforcée en techniques nouvelles pour cultiver, elle doit être intégrée dans la chaîne de production à travers l'alphabétisation, dans le programme de développement dans la politique de développement. Pour améliorer la situation de la femme rurale, il faut combattre l'analphabétisme, car plus elle est instruite, plus vous avez des produits de qualité plus la production suffisante. La femme est actrice principale dans le secteur agricole

malheureusement les conditions dans lesquelles elles travaillent sont élémentaires et inhumaines. Jadis, la femme était appelée femmes à mille bras mais aujourd'hui la pauvreté est féminisée. Comme dividende, la femme est mal rémunérée de son travail dit-elle car elle est sous-représentée. Un appel est lancé aux partenaires nationaux aussi bien internationaux de soutenir les femmes par le renforcement de leurs capacités par

l'implantation des institutions des crédits agricoles, en subventionnant l'agriculture et en construisant les infrastructures de bases.



La femme doit être renforcée en techniques nouvelles pour cultiver.

En ce qui concerne la transformation, d'abord nous n'avons pas de dépôts pour conserver nos produits. La conservation est faite de manière traditionnelle c'est-à-dire chacun garde sa récolte chez soi d'une façon non appropriée et justepour une courte durée. Ceci nous oblige d'évacuer vite la récolte afin

Sud-Kivu: « La femme agricultrice chez moi ne gagne pas beaucoup parce qu'elle n'a pas de moyens, notamment le crédit agricole... », déclare Mme Mugoto

C'est dans ce contexte que nous avons rencontré une jeune femme apparemment très dynamique du nom de Joséphine Mugoto venue de la province du Sud-Kivu. Elle s'est présentée en tant que présidente d'une organisation dénommée FOPSIPAF (Fédération des organisations paysannes en synergie pour l'intensification et la promotion de l'agriculture familiale). Créée en 2008, cette organisation a son siège au groupement Kamanyola dans le territoire de Walungu, province du Sud-Kivu.

La FOPSIPAF, signale sa présidente, poursuit bon nombre d'objectifs. Entre autres, unir les paysans pour mieux les accompagner en synergie dans le programme de la sécurité alimentaire. Aussi, pouvoir assurer ces paysans comment doivent-ils quitter de l'agriculture de l'auto-substance à l'économie agricole et à entreposer leurs récoltes, les transformer et les vendre au pays et non ailleurs dans des différentes filières.

Autre objectif poursuivi par la FOPSIPAF est de mener des plaidoyers au nom des agriculteurs auprès des décideurs. Ses activités sont axées sur la sécurité alimentaire en octroyant, par exemple, des intrants agricoles aux paysans, à la construction des infrastructures agricoles, ainsi qu'à l'organisation des conférences paysannes. A en croire Mme Joséphine Mugoto, grâce à son organisation, aujourd'hui les paysans de sa contrée ne cultivent plus que pour manger. Ils quittent de l'agriculture de substance pour l'économie agricole.

La FOPSIPAF a également contribué à Kamanyola dans la construction des dépôts de stockage dans des différents villages en vue de faciliter la conservation des produits agricoles.

Comme partout ailleurs à travers les provinces de la RDC, les paysans de Kamanyola sont aussi confrontés à certaines difficultés, non pas les moindres du tout, quant à leur travail. La présidente Mugoto a d'abord déploré le manque criant des machines de transformation notamment des moulins pour maïs, manioc etc. Un autre souci c'est le problème de marché, c'est-à-dire, il y a une grande production pendant qu'il n'y a pas

crédit agricole dont souffrent les producteurs agricoles dans ce coin de la République. Une autre grande difficulté dans cette partie du Sud-Kivu c'est que les femmes paysannes ne sont pas suffisamment formées et informées dans leurs milieux ruraux.

Pour pallier à tous ces problèmes majeurs sus-évoqués, Joséphine Mugoto de la FOPSIPAF croit-elle qu'il faudrait doter aux paysans de Kamanyola dans le Walungu des machines de transformation des produits dans tous les axes. « *Que l'Etat congolais accompagne l'agriculteur dans tous les processus de la production agricole jusqu'à*

estime qu'il y a besoin d'accès au crédit agricole pour les paysans de Kamanyola en vue d'une grande production agricole pouvant assurer des ménages. Au problème de manque d'information dans sa contrée, elle propose qu'on puisse étendre les émetteurs de radio et de télévision à travers tous les villages de la province et également appuyer de quelque manière qu'il soit, les radios communautaires.

Par rapport à la Loi portant principes fondamentaux relatifs au secteur agricole, Mme Mugoto réclame vivement et



A droite, Mme Joséphine MUGOTO

Les paysans de Kamanyola éprouvent aussi une difficulté de non indemnisation de leurs champs. C'est pour dire que les agents de l'Etat commis à ce groupement anachent des terrains des paysans sans aucun préalable. Mme Mugoto a aussi fustigé le manque de

strictement sa promulgation par le Chef de l'Etat avant même que les élections puissent se tenir.

« Certains territoires ont commémoré la Journée mondiale de la femme rurale et d'autres n'ont pas commémoré comptés des

strictement sa promulgation par le Chef de l'Etat avant même que les élections puissent se tenir.

« Certains territoires ont commémoré la Journée mondiale de la femme rurale et d'autres n'ont pas commémoré comptés des

moyens », arassure, Joséphine Mugoto dit que cette journée est connue de plusieurs dans son terroir.

LE PETIT BAENDE

FOPSIPAF

Message de vœux

A l'occasion de fêtes de la Nativité et de Nouvel an 2012, le journal LA VOIX DU PAYSAN CONGOLAIS présente ses vœux de Bonheur, de Prospérité, de Succès à ses nombreux lecteurs.

Que la nouvelle année 2012 soit une année de réussite et d'épanouissement pour le monde paysan. Une année nouvelle durant laquelle l'agriculture familiale congolaise puisse connaître un développement.

A Toutes et à Tous Bonne année 2012

Katanga: L'A.A.S.F./ONGD demande au Gouvernement de disponibiliser les intrants agricoles à temps

Nous membres de l'Association des Agriculteurs Sans Frontières, en sigle AASF réuni à ce jour pour analyser la situation sociopolitique de notre pays en général et de notre province en particulier, avons relevés les options ci après. Ayant constaté que la campagne agricole 2011-2012 coïncide avec la campagne électorale, nous demandons à notre population plus particulièrement les agriculteurs et éleveurs de ne pas être déstabilisés, et de se mettre au travail agricole car avant, pendant et après les élections, la population a toujours besoin de manger.

Par la même occasion, nous demandons à nos populations, de voter utile, c'est-à-dire choisir les candidats qui répondent aux aspirations du peuple selon leurs projets de société et cela dans un climat apaisé. Aux politiciens : d'éviter des discours qui excitent la haine, la division, les troubles ainsi

que le tribalisme dans nos populations car ces dernières n'ont pas besoin de ces anti valeurs pour leurs développements.

Par contre, il nous appartient tous de préserver et de consolider la paix chèrement acquise. Au gouvernement de disponibiliser les intrants agricoles à temps (semences, engrais, tracteurs, outils, outils aratoires etc...) pour que la population se remette au travail parce qu'il n'y a pas de paix sans pain.

Nous soutenons et encourageons les actions du chef de l'Etat et de notre vaillant gouverneur MOIS KATUMBI CHAPWE pour les efforts fournis dans le cadre de la relance des activités agro-pastorales ainsi que la réhabilitation des axes d'évacuation des produits agricoles.

Fait à Lubumbashi, le 19/12/20

COORDONNATEUR NATIONAL
AASF/ONGD
ALEXIS MBUMB

Kasaï Oriental: L'impraticabilité du pont Luvula paralyse les activités agricoles à Tshilenge

Ceci reste l'une des préoccupations majeures parmi tant d'autres, exprimées par l'UPPEKOR, entendue, l'Union des plateformes des planteurs et éleveurs du Kasaï-Oriental, nous a confié son coordonnateur, M. Bertin Ngindu. Nous l'avons rencontré lors de son passage à Kinshasa en octobre 2011.

Au cours de l'entretien qu'il nous accordé, Monsieur Bertin Ngindu a fait savoir que le pont Luvula sur l'axe Katanda - Kalambay dans le district de Tshilenge est l'une des infrastructures de base dans cette partie de la République, du moins pour ce qui concerne la production agricole. Mais aujourd'hui, cet ouvrage très important connaît une impraticabilité sévère. Par conséquent, les activités de la filière de production sont complètement paralysées non seulement pour le territoire mais aussi à travers toute la province.

En plus de cette difficulté majeure, renchérit M. Bertin Ngindu, l'UPPEKOR se voit aussi butée à d'autres difficultés énormes. Entre autres la rupture d'encadrement financier par les bailleurs de fonds, les aléas climatiques, le manque de crédit agricole pour les paysans etc. Face à tous ces problèmes, l'union des plateformes paysannes du Kasaï-Oriental se propose comme solution de procéder aux plaidoyers surtout pour la réhabilitation du pont Luvula. Plusieurs autres solutions sont en envisagées dont l'intensification des activités de reboisement à travers la sous-région.

L'UPPEKOR CRÉE SENSATION AU KASAÏ-ORIENTAL

A en croire le coordonnateur Bertin Ngindu, l'UPPEKOR est une association des organisations paysannes créée depuis 2007. Elle est très active dans les districts de Tshilenge et de Cabinda à travers les territoires de Kabeya-Kamwanga, Miabi, Lupatapata, Ngandajika et autres. Son cheval de bataille reste la lutte contre la pauvreté. Notamment en faisant des plaidoyers en faveur de l'exonération de certaines

en procédant à la réhabilitation des infrastructures de base ainsi que dans la promotion de la bonne gouvernance etc. Ses activités sont axées sur la production agricole notamment par les opérations culturales, la multiplication des semences, la traction bovine et tant d'autres encore.

Et par rapport à cela, l'UPPEKOR a déjà dans son actif réalisé le renforcement des capacités des membres de la plateforme dans le

Inclure également dans cette liste l'organisation des échanges d'expériences entre différentes plateformes de la contrée, l'appui technique et le renforcement de l'organisation.

L'UPPEKOR a également acquis une adhésion supplémentaire d'autres plateformes. Cette association se félicite de plusieurs résultats obtenus dont l'augmentation des superficies labourées et du cheptel de l'élevage dans le terroir ; l'amélioration des techniques culturales ; l'amélioration de l'habitat et des rapports entre maris et femmes dans le cadre du Gender ; la mise en place d'une mutuelle de solidarité ; et aussi la réduction des cas des conflits interethniques.

S'agissant du problème foncier qui gangrène de partout la vie des paysans congolais, le coordonnateur de l'UPPEKOR indique que ce problème se pose surtout au niveau des titres fonciers légalement établis. Et beaucoup de conflits naissent de cela, a-t-il souligné. Une autre spécialité qu'il a relevé c'est le fait que des mauvais sorts sont jetés par jalousie à ceux qui exploitent la terre de manière avantageuse.

Voilà pourquoi, il propose comme solution d'introduire un plaidoyer pour l'établissement et la remise effective des titres fonciers à qui de droit. Aussi, il souhaite que le gouvernement provincial signe un arrêté pour décourager des jeteurs des mauvais sorts.

Bertin Ngindu a également émis le vœu de voir promulguée la Loi portant principes fondamentaux relatifs au secteur agricole (Loi agricole), « et qu'elle soit d'application », a-t-il déclaré.

Lepetit Baende



Le Coordonnateur de l'UPPEKOR Bertin Ngindu

taxes jugées défavorables pour l'épanouissement du paysan ; en soutenant le renforcement des capacités des paysans membres de l'organisation,

cadre du développement institutionnel. Elle a également œuvré pour la multiplication des semences, au reboisement et la traction bovine.

Kasaï-Occidental: Croissance de la production agricole

Un projet pilote a été initié par le gouvernorat de province du Kasaï Occidental pour accroître la production agricole. Selon le gouverneur de cette province, Hubert Kabasubabu. Il contribuera à la lutte contre la faim et la hausse de prix de denrées alimentaires dans la province du Kasaï occidental. Selon lui, ce projet vise la création d'une entreprise agricole dont la gestion sera confiée aux bailleurs des fonds privés, tandis que le rôle du gouvernement provincial va consister à rendre disponibles les espaces cultivables et les engins. Pour ce faire, quatre sites comptant près de 1500 hectares sont retenus dans la province pour l'exécution de ce projet, à savoir Tshiaba Mbumba et Tshibambula, dans l'hinterland de Kananga, Bena Longo à Mwaka et Shalushimba, dans le territoire de Luiza. La province du Kasaï-Occidental est confrontée au problème alimentaire à cause de peu d'intérêt accordé par ses habitants à l'agriculture. La population, quant à elle, se livre à l'exploitation artisanale de diamant, en marginalisant les travaux agricoles. Les biens consommés provenant des provinces voisines, les autorités voudraient ainsi mettre fin à cette situation par la promotion d'une agriculture mécanisée. ACP

Le transport du maïs exonéré sur l'axe Mwene-Ditu - Mbuji-Mayi

Pour baisser le prix de maïs-produit de base de l'alimentation au Kasaï-Oriental, Alphonse Ngoyi Kasanji, gouverneur de la province qui s'est rendu à Mwene-Ditu, a décidé d'exempter les opérateurs économiques de certaines taxes provinciales, évaluées à plus de 50\$ US par camion. Tous les camions transportant le maïs sont exonérés des taxes dues aux entités territoriales décentralisées et celles de péage sur l'axe Mwene Ditu - Mbuji-Mayi, au Kasaï-Oriental, a rapporté Radio Okapi évoquant la décision du gouverneur de la province, Alphonse Ngoyi Kasanji, prise dernièrement à l'arrivée de douze wagons de maïs à la gare ferroviaire de Mwene-Ditu à 130 km au sud de Mbuji-Mayi. Cependant, le prix de cette denrée

n'apas encore baissé sur les marchés de Mbuji-Mayi, indique la source. Les douze wagons de maïs proviennent de Kamina, au Katanga. Les wagons de maïs n'étaient pas arrivés à la gare ferroviaire de Mwene-Ditu, qui approvisionne la ville de Mbuji-

Mayi depuis quelques semaines, suite aux difficultés d'acheminement que connaît actuellement la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC). Cette situation a entraîné la rareté de ce produit sur les

marchés du Kasaï-Oriental. Un bol de 3 kg et demi qui se vendait, il y a une semaine, à 1800 francs congolais, est passé à 2 500 francs (2.7 USD) à Mbuji-Mayi. Pour baisser le prix de maïs-produit de base de l'alimentation au Kasaï-Oriental, Alphonse Ngoyi Kasanji, qui s'est rendu à Mwene-Ditu, a décidé d'exempter les opérateurs économiques de certaines taxes provinciales, évaluées à plus de 50\$ US par camion. Il s'agit notamment de celles payées lors du déchargement de la marchandise à la gare et celles de péage, à la sortie de Mwene-Ditu et à l'entrée de Mbuji-Mayi. Le directeur de la SNCC/Mwene-Ditu a indiqué qu'il devrait réceptionner, à partir de la semaine prochaine, une trentaine de wagons de maïs, dont vingt-neuf se trouveraient déjà à Kamina. OKAPI



Le maïs est un produit de base dans l'alimentation au Kasaï Oriental

Nord-Kivu: La main-d'oeuvre trop chère à Beni par manque de tracteurs

Une femme leader de la province du Nord-Kivu fait sur la situation du secteur agricole qui prévaut dans son milieu de provenance. Mme Nzyavake Vasianirya Viki est la présidente de la Ligue des organisations des femmes paysannes du Congo (LOFEPACO), une association créée depuis 2 000 dans le territoire de Beni dont le siège se trouve dans la ville de Butembo.

La LOFEPACO, a informé sa présidente, œuvre pour la promotion de la femme paysanne dans cette partie de la RDC et à tous les niveaux. Notamment sur le plan économique, social, intellectuel et politique. Ses domaines d'intervention sont entre autres l'agriculture pour la sécurité alimentaire ; la formation et l'information ; ainsi que la défense des intérêts de la femme paysanne.

Par rapport à l'agriculture pour la sécurité alimentaire, Mme Viki affirme que sa plateforme a déjà créé des champs-écoles et la construction des entrepôts à Kyatsaba dans le territoire de Rutshuru. La LOFEPACO a également procédé à l'application de différentes techniques agricoles (exemple la Gestion intégrée de la fertilité des sols (GIFS).

LA LOFEPACO POUR UN RECORD IMPRESSIONNANT DANS LA PRODUCTION AGRICOLE À BENI

La présidente souligne que son organisation est arrivée à un record de production de 8 tonnes de riz par hectare, plus élevé par rapport à 1,5 à 2 tonnes qu'on produisait avant la création de la LOFEPACO. Cette association a aussi réussi à organiser des femmes agricultrices en filières porteuses (riz, haricots, café, cacao, soja, etc.). Elle a de même mis sur pied des points de vente des fruits pour les femmes paysannes à Maboya et Kalunguta.

La présidente Nzyavake Vasianirya confirme que la LOFEPACO avait déjà commencé avec la mécanisation agricole notamment par les tracteurs dans l'axe Kyatenga, Kyanzaba et Oicha ; les motoculteurs ; la technique du boeuf de train à Mandimba dans les champs-écoles ; les machines de dégrainage et des moulins de transformation.

PLUSIEURS FORMATION DANS L'ACTIF DE LA LOFEPACO

Concernant le volet formation, la LOFEPACO est à sa 7^{ème} promotion des formations (de 7 mois chacune) des femmes leaders. Ces formations sont dispensées dans le but d'amener ses bénéficiaires à une bonne gestion et une bonne gouvernance de leurs organisations respectives pour une auto-prise en charge assurée et promouvoir l'entreprenariat féminin en vue de lutter contre l'attentisme.

La LOFEPACO a déjà organisé également des cercles de réflexion et d'action des femmes leaders où les femmes échangent et se souviennent des différentes formations reçues afin de les mettre en application. Sur ce, c'est la méthodologie « learnig by doing » (apprendre en faisant) qui est de mise.

Un autre point important qu'il faut retenir dans l'actif de la LOFEPACO dans ce même volet, c'est la formation des auxiliaires vétérinaires (A.V) et moniteurs agricoles pour le suivi des activités des femmes paysannes sur terrain. Il y a une autre formation qui a été



Mme Nzyavake Vasianirya Viki parcourant une édition de La Voix du Paysan Congolais (Photo LVPC)

organisée sur le VIH-Sida et les naissances indésirables.

LA FEMME PAYSANNE BIEN DÉFENDUE À BENI PAR LA LOFEPACO

Quant au chapitre sur la défense des intérêts de la femme paysanne, Mme Vasianirya rassure que son organisation a eu à faire des lobbyings et plaidoyers

auprès du gouvernement provincial pour des problèmes fonciers du terroir et participe activement dans des commémorations des journées reconnues aux femmes (préparation des thèmes nationaux par exemple). « Nous le faisons pour revendiquer nos droits et devoir », a-t-elle indiqué.

Maintes fois, la LOFEPACO a intervenu dans l'accompagnement des femmes paysannes et le suivi ainsi que l'élaboration des mémos. Il faut signaler en outre que cette organisation a aussi signé sa participation à l'élaboration et le suivi du code agricole etc.

Notons que c'était sous la houlette de cette même ligue que la CECAFEP (Caisse d'épargne et de crédit pour les femmes paysanne) a été créée en 2006. C'était pour inciter à la femme d'avoir la culture d'épargner et renforcer le niveau et le pouvoir économique, a stipulé la présidente de cette ligue qui a œuvré également dans la transformation des produits agricoles.

LA MAIN-D'ŒUVRE TRÈS CHÈRE LÀ OÙ IL N'Y A PAS DES TRACTEURS À BENI

Malgré ce bilan élogieux qu'elle présente, la LOFEPACO éprouve toutefois certaines difficultés, mais pas les moindre. Il y a entre autres le défi du changement climatique, le manque de crédit agricole, la main-d'œuvre très chère dans la grande partie du territoire de Beni surtout là où il n'y a pas des tracteurs.

La présidente de cette association fustige aussi la multiplicité des taxes dans tous les axes, le manque des routes de desserte agricole et des moyens de transport, l'imposition des prix des produits agricoles par les acheteurs. Elle regrette l'analphabétisme exagéré chez les femmes paysannes ainsi que la non-maîtrise de la planification familiale.



EDUCATION

Face à toutes ces difficultés sus-évoquées, Mme Nzyavake Vasianirya Viki n'est pas allé par quatre chemins pour trouver la piste de solution. Ainsi, a-t-elle estimé que, seule la promulgation de la Loi portant principes fondamentaux relatifs au secteur agricole (Loi agricole ou Code agricole) et son application stricte peut résoudre tous ces problèmes. « Que le gouvernement prenne ses responsabilités en mains en faveur des agriculteurs », a-t-elle déclaré.

Quant à la Journée internationale de la femme rurale célébrée le 16 octobre dernier, la présidente de la LOFEPACO a indiqué que son organisation l'a bien organisé, de la préparation des thèmes à la commémoration, avec diverses activités. Par exemple elle dit avoir été à la paroisse de Maboa dans le territoire de Beni où elle a participé à une messe organisée par rapport à cette journée ainsi qu'à la marche et la cérémonie.

« Cette journée est très bénéfique pour nous les femmes paysannes parce que cela nous donne de la valeur ajoutée pour notre métier », a-t-elle indiqué.

Concernant le niveau de connaissances, Mme Viki rassure que les femmes de son terroir sont bien informées de cette journée, du moins pour celles qui sont membres des organisations des femmes. Il y a seulement la difficulté de pouvoir faire comprendre aussi à d'autres femmes qui ne sont pas dans les associations, l'importance de cette journée.

Lepetit Baende

Bandundu : L'octroi de crédit et la circulation de bateaux réclamés par les paysans à Inongo

L'accès facile au crédit à longue échéance et la mise en circulation des bateaux de bonne qualité pourront faciliter la production agricole et l'évacuation des produits à Inongo.

Le système d'octroi de crédit à longue échéance en faveur des paysans sera le bienvenu à Inongo, dans le district de Mai-Ndombe, Province de Bandundu, où les éleveurs, agriculteurs et pêcheurs ont fustigé l'ancien système qui tablait sur une courte échéance. « L'accès au crédit n'est plus adapté aux conditions, c'est minime d'ailleurs. L'échéance n'est pas longue pour cette année. C'est ce qui a poussé les gens à ne pas s'engager », lâche Bombuli Octave, coordonnateur de l'Union Bana Lac/Bandundu dans une interview accordée au journal « La voix du Paysan Congolais » en novembre dernier.

Ce problème n'est pas le seul à déranger la paysannerie à Inongo. Le trafic maritime pour l'évacuation de production constitue aussi un véritable goulet d'étranglement. Ceci est simplement tributaire au manque de bateaux de qualité. Ainsi, le coordonnateur de l'Union Bana Lac/Bandundu en appelle à la mise en place d'une politique d'octroi de crédit à

longue échéance à la hauteur de la demande des paysans et à la mise en circulation des bateaux de bonne qualité pour l'évacuation



Bombuli Octave, Coordonnateur de l'Union Bana Lac

des produits agricoles. La concrétisation de ce desiderata baissera sensiblement les multiples difficultés dans le secteur agricole, dont celles liées à la production, commercialisation, évacuation et au marché. Par ailleurs, le coordonnateur de l'Union Bana Lac a fait savoir que Inongo souffre aussi

de problème des infrastructures de base. « C'est très difficile. Nous n'avons pas d'infrastructures, de bonnes routes, pas d'entrepôts pour conserver nos produits agricoles... La production est un peu faible par manque des intrants de qualité. Il faut avoir des outils nécessaires, semences pour produire plus, sauf du côté de manioc », ajoute-t-il. De surcroît, ce dernier indique que la province de Bandundu n'enregistre pas tellement des problèmes fonciers.

« Les problèmes fonciers ne sont pas graves », affirme-t-il. Nous avons des coutumes et des chefs de terre sont propriétaires de terre. Ils

accordent les parties de terre moyennant un prix. Mais, ces propriétaires sont connus et sont plus proches du village », souligne Bombuli Octave avant de s'appuyer sur la loi agricole qu'il qualifie des « remèdes » au problème de terre.

« La loi sera favorable à nous. Ça sera un appui pour nous de se défendre vis-à-vis des chefs de terre. Ça donnera la facilité aux paysans d'avoir des portions de terre moyennant les avantages qu'elle (la loi agricole) va offrir », se vante-t-il ■

A.MANGITUKA

Equateur : Usage des lames de véhicules à la place des outils aratoires à Bumba

La paysannerie à Bumba, dans le district de Lisala à l'Equateur, manque d'outils aratoires appropriés pour l'exercice de leur métier. Les agriculteurs font recourir aux lames de véhicules en lieu et place des coupe-coupes, machettes, houes... Une situation qui ne laisse insensible NAKENDA FAREED, coordonnateur de la Confédération paysanne congolaise (COPACO/Equateur) qui a vu le jour en 1998 dans le but de défendre les Droits et les intérêts des paysans en vue de promouvoir l'agriculture familiale. « On manque d'intrants agricoles, des outils appropriés pour faire le champs. On souffre. Nous utilisons des lames de véhicules à la place des machettes, Coupe-coupes, houes... C'est dur pour nous. Nous les (lames) mettons au feu avant de les tailler », souligne Nakenda Fareed.

Dans ce coin de la province de l'Equateur, la population en générale et les paysans en particulier connaissent de grandes difficultés relatives à la voie de communication. Les routes se trouvent dans un état de délabrement très avancé, entravant ainsi l'évacuation des produits agricoles vers d'autres villes. De leur côté, les agriculteurs

les autorités du pays à les doter des intrants et à s'investir dans la réhabilitation des routes. Ce signal fort décrit simplement la mission de COPACO d'organiser les paysans dans l'agriculture, la pisciculture et la pêche. Depuis que cette ONG s'est assigné cette mission, visiblement les paysans observent des retombées significatives. « Nous cultivons et exportons des riz, haricots. Nous pêchons du poisson pour notre survie d'abord et le peu qui reste, on le vend quand même », révèle-t-il.

PAS DE CONFLITS FONCIER À BUMBA

La province de l'Equateur, précisément la ville de Bumba, ne pas gravement touchée par de conflit foncier entre les paysans, les chefs coutumiers l'Etat. « Nous, nous n'avons pas connu le problème de terre, sauf qu'à l'époque, nous avons connu des expatriés qui étaient venus couper des bois. Mais, les gens se battaient pour les chasser. Il y a eu aussi des problèmes des limites de terre. Mais cela n'avait pas beaucoup d'impact », laisse découvrir Nakenda Fareed. Pour résoudre certains problèmes fonciers et celui relatif à la semence et aux outils aratoires, le coordonnateur de la COPACO/Equateur tient à la promulgation de la loi agricole. « Nous l'attendons à bras ouverts. Que tout ce qui s'y trouve puisse être bien appliqué. C'est un sauveur. Nous souffrons et peut-être avec cette loi, nous serons tant soit peu soulagés », précise-t-il.



Nakenda Fareed, Coordonnateur COPACO/Equ.

sont butés par le problème de manque de semences. Ce qui empêche d'augmenter la production. « Ceci (manque de semences) constitue la plus grande difficulté. C'est pourquoi nous ne parvenons pas à exporter. Et l'état des routes et le moyen de transport et de communication font défaut », déclare le coordonnateur de la COPACO/Equateur. C'est dans cette perspective que ce dernier appelle

Nord-Kivu: Des titres fonciers coûtent chers dans la chefferie de Bahade

Shamapfu Rwassa Mukundabgoma est président du centre agricole du Syndicat de défense des intérêts paysans (SYDIP) au Nord-Kivu dans le territoire de Masisi plus précisément au village Lutoboga/saki dans la chefferie de Bahade. Nous l'avons rencontré lors la deuxième édition du « Carrefour Paysan » tenue à Kinshasa du 20 au 22 octobre dernier, et qui a réuni au moins 272 représentants des organisations paysannes venues de tous les coins de la RD Congo. C'était à Kabinda Center dans la commune de Lingwala où ont eu lieu les activités de cet événement majeur placé sous le thème: « Paysan, où sommes-nous ? ».

Le SYDIP est créé depuis 1993 et lutte pour la défense des intérêts des paysans. Ce syndicat travaille principalement pour la vulgarisation des différentes lois. Il s'intéresse également dans l'accompagnement technique et juridique des membres et même des activités culturelles. Parmi ses réalisations, le SYDIP a déjà procédé à des formations notamment des leaders paysans, des para-juristes. Ce syndicat a aussi œuvré pour la commercialisation collective des produits d'élevage du petit et gros bétail, et poursuites pâturages. Autre chose à insérer dans l'actif de SYDIP, c'est la construction des entrepôts de stockage des produits agricoles ainsi que la vulgarisation de la Loi foncière, du code de la famille, du code forestier etc. dans cette partie de la République. En plus de toutes ces activités, SYDIP a permis à des différents dirigeants des organisations paysannes et des centres agricoles d'être outillé dans leur tâche et des para-juristes ont été formés. Cependant, M. Shamapfu Rwassa a signalé que les paysans de sa contrée sont butés à

trois principales difficultés majeures. Notamment la sécurisation des champs ou espaces agricoles. Il explique à cet effet que les procédures d'acquisition étant trop longues, la plupart de paysans n'ont pas des titres fonciers. La seconde difficulté est d'ordre commercial. Shamapfu Rwassa nous a affirmé que faute de moyens d'évacuation des produits, les clients imposent leurs prix aux producteurs. Il a également évoqué un autre problème de la valeur ajoutée ou transformation des produits auquel sont confrontés les paysans de Masisi. Comme piste de solutions, M. Rwassa ne voit autre chose que la promulgation de la Loi portant principes fondamentaux relatifs au secteur agricole, « car elle sécurise les terres ». Et d'ajouter, il souhaite la mise en place des commissions foncières afin de régler plusieurs conflits qui sont perpétrés dans son territoire. M. Shamapfu Rwassa a affirmé que l'épineux problème foncier dans son Masisi natal est plus au niveau de la sécurisation des titres qui coûtent chers aux paysans du territoire. « Seuls les riches sont détenteurs des titres fonciers et viennent nous arracher nos terres

à cause de cela », a-t-il souligné. Sur ce, il a rappelé qu'à une certaine époque, il y avait des paysans qui vivaient dans des plantations mais aujourd'hui ils sont chassés par les vaches des grands planteurs qui y ont érigé leurs pâturages. Et, les grands éleveurs des gros bétails qui ne possèdent pas des grandes superficies, s'organisent pour spolier les terres des petits producteurs. Entre le petit exploitant et l'Etat, il y existe un vrai problème, atteste le syndicaliste Shamapfu. A travers les services de titres fonciers et des cadastres, explique-t-il, l'Etat octroi des titres à des riches sans même diligenter une enquête de vacance de terre. « Ces services négligent même les chefs terriens ou chefs coutumiers », s'est-il éffarouché.

Avant de nous séparer, M. Shamapfu Rwassa Mukundabgoma déclarait attendre la promulgation de la Loi agricole par le Président de la République avant même le lancement de la campagne électorale. « C'est les souhaits de tous les paysans », a-t-il déclaré. Mais hélas !

Le petit Baende

Katanga : Des tracasseries administratives, un vrai obstacle pour des paysans à Kalemie

ECHOS DES PROFONDES

A côté de problème de routes et de terre ainsi que le despotisme de grands commerçants dans le marché des produits agricoles, des tracasseries administratives constituent une grosse épine pour les paysans à Kalemie dans l'évacuation de leurs produits d'un coin à un autre.

Les paysans à Kalemie, ville située dans le district de Tanganyika au Katanga, sont confrontés à des tracasseries administratives en ce qui concerne l'évacuation des produits agricoles d'un coin à un autre. Laquelle évacuation est aussi gênée par le problème des routes qui se trouvent dans état de délabrement très avancé.



Kapalay Kabemba Jean Pierre, à gauche membre de l'ONG Slowfood

Ce qui donne lieu au coût exorbitant de transport par véhicule et à l'instabilité de prix sur le marché. Ceci sort d'un entretien entre le journal « La voix du paysan » et Kapalay Kabemba Jean Pierre, membre de l'ONG Slowfood, le 22 octobre dernier 2011 à Kinshasa. Initiée en 2004, cette ONG qui œuvre à Kalemie dans le district de Tanganyika au Katanga, a pour objectif de faire la promotion de goût, de protéger et défendre l'environnement et la biodiversité et, d'encadrer des paysans (agriculteurs, pêcheurs, éleveurs). Pour produire, les paysans rencontrent aussi un certain nombre de problème d'ordre technique. L'on note les aléas climatiques, le manque d'intrants aratoires, le manque d'information et le manque d'encadrement. « L e s

paysans sont dans un état d'abandon total », déplore Kapalay Kabemba Jean Pierre qui dénonce le non accès au crédit des paysans et la mauvaise politique de grands commerçants. « Les grands commerçants étouffent les petits. Ils imposent de prix et la qualité quand ils achètent de produits », a-t-il détaillé.

Pour mettre fin à ces obstacles, l'auto organisation des paysans est l'une des options à privilégier, selon lui. « Les paysans doivent s'organiser pour qu'ils puissent faire un contre poids aux grands commerçants », a prôné Kapalay Kabemba en lançant un appel à la réhabilitation des infrastructures routières, à la création de banque de micro

crédit agricole et à l'encadrement des paysans par le ministère de la tutelle.

Il a en effet dévoilé le problème foncier à Kalemie. Ils s'agit des problèmes liés aux chefs coutumiers qui bloquent l'exploitation de terre par les paysans et à la terre arable qui est maintenant devenue très loin de la ville. De ce fait, Kapalay Kabemba demande la création d'une loi foncière claire et la promulgation de la loi agricole par le chef de l'Etat Joseph Kabila. A l'en croire, cette loi va essayer de mettre au clair tous les problèmes que les paysans connaissent dans l'exercice de leur métier. Elle va diminuer des conflits inutiles entre paysans, producteurs et chefs coutumiers.

Il sied de rappeler que Slow food mène des activités de nature à vulgariser le respect de l'environnement, à accompagner des producteurs agricoles par des conseils et à appuyer financièrement les paysans. Dans son agenda d'activités, se trouvent également l'organisation de Séance de vulgarisation et la publication d'une revue pour la protection du lac Tanganyika intitulé « Echo du lac Tanganyika ».

Mais, cette ONG a déjà réalisé plusieurs activités notamment la culture sur plus de trois hectares de potagers, de haricots, des maïs en collaboration avec ADIPET à Kawama (situé à 9 km du centre ville de Kalemie).

Elle a organisé la 1^{ère} conférence sur la gestion rationnelle des ressources halieutiques du lac Tanganyika, trois séances de dégustation à Kalemie et une activité liée à la campagne de vaccination pour la sécurité alimentaire. « Dès qu'on récolte, on donne aux responsables des familles d'accueil des orphelins encadrés par ADIPET », explique Kapalay Kabemba comment son ONG procède pour donner aux orphelins à manger. Dans le cadre de ses réalisations, l'on note la publication de quelques numéros de la revue « Echos du Lac », à l'instar de la réglementation de la pêche, l'interdiction de pêcher avec de petites mailles prohibées et les mesures d'interdiction de se baigner sur les rives du lac Tanganyika ■

AMANGITUKA

Kinshasa: Un projet pour intensifier la production de riz

Le Projet d'intensification rizicole de Kingabwa (PIRK) a été lancé jeudi 17 novembre à Kinshasa. Le but de ce projet financé par le gouvernement congolais, l'Agence américaine de développement (USAID) et l'entreprise brassicole Bralima est d'accroître la production de riz sur le site de production de Kingabwa. L'espace de culture aménagé devrait passer de 750 à 1500 hectares et le nombre de ménages qui dépendent de cette activité de 650 à 1500.

Selon des responsables de l'USAID, ce projet apporte une assistance technique en :
-améliorant l'aménagement du périmètre de culture;
-formant les paysans;
-garantissant une débouché pour les producteurs. Le coût global du projet qui s'étend sur trois ans est estimé à 2 millions de dollars américains. La Bralima s'est engagée à racheter la production des paysans à des prix concurrentiels en espérant que le surplus sera déversé sur le marché.

Selon le ministre provincial de l'agriculture, la ville de Kinshasa a besoin de 50000 tonnes de riz blanc pour sa consommation annuelle. Il a indiqué que la production de tous les sites du Pool Malebo avoisine actuellement 2000

tonnes de riz. Selon la même source, s'ils sont mis en valeur, ces sites produiraient au moins 30000 tonnes par an et couvriraient plus de 50% de besoins de la capitale qui consommerait 40% des importations de riz dupays.



Une femme maraîchère à la périphérie de la ville de Kinshasa

Katanga: Hausse de prix des denrées alimentaires à Kalemie

L'équipe d'enquêteurs de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) relève que les prix à la consommation ont connu une augmentation de plus de 10% au cours de la deuxième semaine du mois de novembre par rapport à la même période en 2010, à Kalemie au Katanga, a indiqué mercredi, Mme Florence Marshall de l'équipe-pays des Nations Unies. Selon elle, en l'espace d'une semaine, les variations des prix sont estimés à 13% tant pour le riz local que le riz importé, 17% pour les grains de maïs, 67% pour la farine de froment, 10% pour la farine de manioc, 51% pour les cossettes et pour les poissons (frais) 17%, (fumés) 5% et (salés) 5%.

Cette situation, précise-t-on, serait attribuée entre autres pour le maïs et le manioc aux perturbations climatiques et aux faibles productions enregistrées au cours de la campagne agricole 2010/2011. Pour la farine

de froment importé de la Tanzanie, l'augmentation du prix est liée à la rareté du produit sur le marché local, indique la source. Par ailleurs, la hausse des prix des poissons frais serait due au fait que les activités de la pêche sur le lac Tanganyika sont réduites à cause de la pleine lune.

La FAO redoute une nouvelle augmentation des prix particulièrement des grains de maïs à la fin de novembre et en décembre 2011, ce qui aurait un effet direct sur l'accessibilité d'aliments à Kalemie. En outre, c'est pour suivre les risques d'insécurité alimentaire des groupes vulnérables que des équipes d'enquêteurs supervisés par la FAO relèvent les prix de 17 produits alimentaires de consommation courante et trois indicateurs économiques dans 23 villes de la RDC. L'objectif est de faciliter les prises de décision et la gestion des crises en matière de la sécurité alimentaire dans le pays, rappelle-t-on.

ACP

Province Orientale : Manque de géniteurs performants dans l'élevage de porcs à Kisangani

La ville de Kisangani, chef-lieu de la province Orientale, éprouve d'énormes difficultés dans l'élevage de porcs, où les éleveurs enregistrent une baisse sensible des têtes des bétails ce dernier temps. Et pour cause, la présence des maladies consanguinaires dues à l'union de deux porcs d'une même famille. Pour y pallier, le Réseau des éleveurs de Kisangani préconise l'importation des géniteurs performants.

La ville de Kisangani a un grand problème dans l'élevage de porcs. Nous connaissons le problème de consanguinité et de dégénérescence. En principe les porcs d'une même famille ne peuvent pas s'accoupler au risque de tomber sur les maladies consanguinaires. C'est en ces termes clairs et précis que Quadratus Muganza, président du Réseau des éleveurs de Kisangani, s'est débarrassé l'un de grands problèmes qui rongent l'élevage à Kisangani.

En effet, la consanguinité est observée lorsque les bêtes meurent jeunes, selon Quadratus Muganza qui, ensuite, explique : « la dégénérescence, c'est quand les porcs naissent et évoluent, mais à certain moment, ils commencent à perdre de poids. Quand ils régressent, c'est la mort qui s'en suit »

Ce problème entraîne une baisse sensible de nombre de têtes de porc dans le chef-lieu de la province Orientale. Qu'à cela ne tienne, l'importation des géniteurs performants est considérée comme la meilleure solution pour pallier à cet imbroglio. Ainsi, le Réseau des éleveurs de Kisangani est en train de travailler de manière à obtenir des géniteurs performants. Pendant son séjour à Kinshasa, le président Quadratus Muganza a pointé du doigt deux endroits pour s'approvisionner



Quadratus Muganza, président du Réseau des éleveurs de Kisangani

des géniteurs performants. Ils s'agit de N'Sele et du centre agro-vétérinaire tropical de Kinshasa. Outre ce problème, il y a aussi quelques difficultés liées à l'approvisionnement des poussins et le réseau étudie les stratégies pour y remédier. « Nous manquons le lieu pour nous approvisionner facilement des poussins. On voudrait à ce que le réseau trouve des possibilités pour trouver un centre local d'approvisionnement en

poussins et en œufs à des prix abordables », a-t-il dit.

LA LOI AGRICOLE, UN ÉVENTUEL SALUT POUR LES PAYSANS

La loi portant principes fondamentaux relatifs à l'agriculture pourrait décanter certaines situations malencontreuses dans la province orientale. Il s'agit entre autres du problème

de terre qui sévit dans la partie Est de cette province. La ville de Kisangani ne fait pas exception. Elle est secouée par un petit problème de terre.

« La province orientale dispose de grandes étendues de terre, mais les problèmes fonciers existent plus en Ituri suite à une forte concentration de la population. C'est là où les éleveurs et les agriculteurs se heurtent à tout moment », a précisé Quadratus Muganza qui a étalé son optimisme : « Une fois la loi agricole promulguée. Beaucoup de conflits prendront fin. Mais, nous allons mettre la pression sur le gouvernement pour son (loi agricole) application. »

Dece fait, le Réseau des éleveurs de Kisangani a émis le vœu de voir le gouvernement créer les cadastres agricoles, harmoniser un certain nombre de lois précisément les codes forestier, minier et agricole. « Car, d'après le Réseau, ces trois lois constituent les sources de conflit de terre. » A en croire le président du Réseau, la loi agricole accuse un certain nombre de faiblesses. Il n'a pas tenu compte de l'élevage et de l'aquaculture. Cette loi mérite aussi une amélioration.

QUID DE RÉSEAU DES ÉLEVEURS DE KISANGANI ?

Créé en 1992, le Réseau des éleveurs de Kisangani fait partie de l'UPDKIS (Union paysanne pour le développement de Kisangani), est situé à Makiso, à Kisangani, dans la province orientale.

Ayant comme activité l'élevage précisément dans les filières Porcs et Poules, il a pour mission l'autopromotion des paysans. « On est en train de motiver les paysans de se prendre en charge et de faire la promotion de leur travail », a souligné son président Quadratus Muganza. Ce réseau s'occupe aussi de la formation des éleveurs et en a déjà formés 1.415 en l'espace de trois ans. Il a créé des pharmacies vétérinaires pour aider les éleveurs à s'approvisionner en médicaments pour animaux.

Dans le cadre de ses activités, un plaidoyer auprès des autorités locales sur les tracasseries de taxe a été initié. Sa campagne a entraîné des résultats intéressants tels que la Culture de soigner des animaux dans tout Kisangani et ses périphériques, la lutte contre la divagation des porcs, l'augmentation de nombre des têtes de porcs et la réduction de mortalité. En 2007, le nombre de porcs était en baisse.

Sion le compare à aujourd'hui, le nombre de porcs a été multiplié. D'ailleurs, c'est la viande la plus préférée et consommée par la population. Il y a l'abondance sur le marché », a réchéri Quadratus Muganza.

Les intrants agricoles deviennent rares à Kisangani

Des intrants agricoles posent problème dans le secteur agricole à Kisangani, chef-lieu de la province Orientale. Ce qui pousse la Fédération des associations des mamans à crier à l'aide.

Interviewé lors du carrefour paysan tenu du 20 au 22 octobre 2011 à Kinshasa, la vice-présidente de la Fédération des associations des mamans (FEDAMA) Benda Malio Marie Thérèse a déclaré que les intrants agricoles manquent dans la ville de Kisangani avant de monter au créneau pour crier à l'aide. « Nous avons aussi plusieurs problèmes à Kisangani : manque de soutien financier, des projets sans suites », a précisément dévoilé Benda Malio Marie Thérèse qui est aussi membre de l'Union paysanne pour le développement de Kisangani (UPDKIS). Outre le manque d'intrants, des matériels et des semences dans le domaine de l'agriculture, les paysannes de Kisangani sont secouées aussi par des problèmes liés à l'accès à la terre pour cultiver, selon la FEDAMA. Dans le domaine d'élevage, celle-ci a évoqué

un cas de l'épidémie qui a sévi entre 2006 et 2011 et ravagé plusieurs porcs. « Cette épidémie a ravagé les porcs. D'ailleurs nous cherchons de bons géniteurs. Quand la consanguinité n'était pas là, un porc de trois mois pesait au moins 3 à 20kg, mais pour le moment ce n'est plus le cas, il pèse moins de 15kg.

Cette épidémie tue des bêtes », a indiqué la vice-présidente de la FEDAMA. En effet, la FEDAMA, créée vers les années 90 et située à Kisangani dans le district de Makiso, s'occupe des activités des agriculteurs, des

éleveurs et des pêcheurs.

Au delà de la paysannerie, elle organise la formation en alphabétisation et en éducation civique (éducation à la vie à l'intention de jeunes, adultes) et encadre des jeunes déseuivrés dans tous les domaines. Comme réalisation, cette fédération a initié la culture vivrière (Riz, maïs, arachide, ...) la culture maraîchère (aubergine, amarante, ...) et l'élevage (porc, poule, canard et autres volailles). S'inscrivent dans la même optique, la manifestation pour protester et dénoncer les antivauteurs, Encadrement en

alphabétisation, le lancement au marché des jeunes et adultes formés dans plusieurs domaines, la fabrication artisanale (savon, ...) et le Champs collectif des mamans. Il s'agit également de l'échange d'expérience entre les associations-membres même celles de l'extérieur de Kisangani et des émissions à la radio sur la femme et la famille dans le cadre de développement, sur le droit, sur le devoir de la femme et de l'enfant.

Ces activités procurent des résultats intéressants. En agriculture, les mamans récoltent des Sacs de riz et vendent pour la survie des enfants. « Ça nous permet aussi d'obtenir des frais scolaires pour les enfants » a signalé la vice-présidente de la FEDAMA Benda Malio Marie Thérèse disant : « Avec l'élevage, il y a aussi de bons résultats. » Pour produire plus, la FEDAMA a appelé le ministère de la tutelle de s'impliquer significativement dans les travaux de la paysannerie. Elle souhaite voir la promulgation de la loi agricole pour défendre les paysans.



AMANGITUKA

AMANGITUKA

Kasaï Oriental : Début du processus de la structuration du mouvement paysan

L'histoire retiendra que du 15 au 19 novembre 2011, il s'est tenu dans la cité de TSHILENGE, à plus de 30 km à l'Est de la ville de Mbujimayi, un important atelier de renforcement de capacité sur l'organisation du monde paysan. Celui-ci a marqué le début des activités de structuration du monde paysan, un programme lancé par le CEDA « Centre d'Etudes et de Gestion du développement en Afrique », une Agence locale d'Exécution du PRESAR (Projet de Réhabilitation du Secteur Agricole et Rural) dans le volet sensibilisation et formation des populations bénéficiaires du dit projet.

Au total 25 organisations paysannes et 3 unions d'OP se sont retrouvées sous la modération de Frédéric KATUNGAMUNJIMBI, Coordonnateur du CEDA au Kasaï-Oriental. Le cadre choisi était de Lycée DISANKA une école conventionnée catholique du diocèse de Mbujimayi. Il était question au cours de ces assises de 3 jours d'analyser l'organisation des

de capacité. Frédéric KATUNGA leur a donné la différence qui existe entre l'ONGD et une Organisation Paysanne. Il leur a montré que cette dernière est créée par les paysans eux-mêmes afin de trouver des solutions à leurs problèmes communs. Après des explications sur la procédure à suivre pour la création des organisations paysannes de base le 1^{er} jour, la création des Unions des associations de base les



Une vue des participants à cet atelier



Une séance de renforcement des associations paysannes du Kasaï Oriental

associations paysannes existantes tout en les comparant aux normes prévues en matière d'organisation des associations. Dans cet ordre d'idées, des notions sur la procédure à suivre pour parvenir à la création des organisations paysannes crédibles ont été exposées par les facilitateurs de la session de renforcement

2^{ème} jour et celles se rapportant à la création de fédération le dernier jour, les participants ont suivis avec intérêt les 10 commandements et quelques règles à observer pour un bon fonctionnement des associations paysannes. Notamment, la participation de tous à tout le niveau, la recherche des solutions aux problèmes des

membres à travers la satisfaction de leurs besoins, la production des revenus et services au profit de chaque membre. La lutte pour que les activités du groupe n'empêchent le membre à réaliser leurs propres activités et que celles des membres ne puissent les empêcher à répondre aux sollicitations du groupe, la continuité des activités qui ne doit pas dépendre de l'aide extérieure, une bonne organisation de chaque activité, le débat sur le règlement d'ordre intérieur avant de les approuver pour le faire accepter par tous sans exception, faire circuler les informations sur tout ce qui se passe dans le groupe faire en sorte que la gestion soit effectuée par tous les membres et non par des personnes extérieures. En dehors de ces 10 commandements quelques conditions de réussite ont été également données.

À l'issue de ces assises, 4 Unions des organisations paysannes ont vu le jour, à savoir : -L'union des producteurs Agro-pastorale de LUBILANJI (UPAL);

-L'union des organisations paysannes de Bakua NDOBA-TSHILENGE (UOPNDOTSHI);

-L'union des associations paysannes de LUKALABA (UAPL);

-L'union des producteurs agricoles de TSHITANDAYI (UPAT) Les participants ont exprimés leur satisfaction et ils ont en même temps exprimés leur gratitude au CEDA pour l'organisation de cet atelier. Ils ont montré qu'ils pourront désormais évoluer dans le respect des normes relatives à l'organisation des associations paysannes.

Pour plus d'un observateur c'est bien parti. Le mouvement paysan est présentement en marche au Kasaï-Oriental sous l'égide du CEDA un pas important et de géant vient d'être marqué.

Ces Unions bénéficient de l'appui du Centre d'Etudes et de Gestion du Développement en Afrique pour l'obtention des documents de

reconnaissance. En attendant toutes structures sont à l'écoute de la convocation des Assemblées constitutives pour l'élection des groupes chargés de rédiger les statuts et les règlements d'ordre intérieur avec l'accompagnement du CEDA.

Jean Victor NGELEKA
BILUNDAAJAC/KOR

La RDC projetée de produire 120.000 tonnes de café en 2015

Le gouvernement de la République démocratique du Congo veut relancer sa filière « café » afin de produire 120.000 tonnes de café et en exporter 100.000 tonnes, de 2011 à 2015. Il compte sur un partenariat public-privé pour relever le secteur du café exploité par près de 4 millions de congolais vivant dans des zones rurales. Ce secteur rapportait jadis près de 15% des revenus d'exportations en RDC. « La relance de la filière café en RDC requiert, notamment l'amélioration de la qualité et de la productivité de la récolte du café, du processus de traitement du café et du circuit de la commercialisation », explique Pascal Luzonzo Dopa de Café Africa. « À l'heure où le besoin du café devient plus pressant à travers le monde, la filière du café en RDC peut être professionnalisée et rendue compétitive sur le marché mondial, si

le gouvernement congolais persuade les opérateurs économiques du secteur à s'impliquer davantage dans le processus de relance de la filière du café en RDC », souligne Thomas Kembola, président du Comité national de suivi du programme de relance de la filière café en RDC. La relance de la filière

« café » requiert, notamment, la décapitalisation tant du secteur agricole que de cette filière, ainsi que la reconstruction rapide des routes de desserte agricole qui sont, pour la plupart, dans un état de délabrement très avancé. *Le Potentiel*



Kasaï Oriental: Les agri-multiplicateurs s'organisent

On ne cessera jamais de le dire. Cette fois-ci, TSHILENGE a été le véritable point de départ le centre de pulsion d'un vaste et important mouvement de l'organisation du monde rural, cette cité située à plus de 30 km à l'Est de Mbujimayi a servi de cadre le 18 novembre 2011 à une grande réunion des agri-multiplicateurs du site PRESAR de cette contrée du Kasaï de l'Est, il a été présidé par Frédéric KATUNGA MUNJIMBI, Coordonnateur du CEDA au Kasaï-Oriental. Ensemble, les participants ont évalués leurs activités. Après analyse de la situation, ils ont constaté que la plupart d'entre eux détenaient d'importantes quantités de semences améliorées ne sachant où les écouler. Une situation due au manque d'organisation et d'information d'où l'importance de cette réunion organisée par le CEDA.

Contourner cette difficulté, ils ont décidé de créer une structure qui fera son entrée dans la filière semencière, cette structure va adhérer à l'Association des Producteurs de Semences au Kasaï-Oriental (APESKO), celle-ci fait partie du Conseil Provincial des Semenciers (COPROSEM) appuyé par le Service National des Semences (SENASEM) Ce qui leur permettra d'avoir des informations, l'encadrement et l'appui. Avec cette structure le problème de commercialisation sera résolu. Le Coordonnateur de CEDA leur a demandé de suivre l'exemple des Agri-multiplicateurs de NGANDA JIKA qui sont réunis au sein de l'APESKO Ngandajika, ils collaborent avec l'INERA qui leur facilite la commercialisation des semences améliorées. Comme on peut le constater, TSHILENGE a été le témoin privilégié du début d'un mouvement qui transformera le monde rural au Kasaï-Oriental. ■

Une rencontre qui leur a permis d'échanger les informations et les expériences. Pour

Jean Victor NGELEKA
AJAC/KOR

La deuxième édition de la semaine pomme de terre de Grands Lacs a vécu

La Fédération des agriculteurs et éleveurs du Rwanda «IMBARAGA» a organisé du 5 au 8 juillet 2011, à Musanze et ses environs la deuxième édition des Journées Pomme de terre de la région des Grands Lacs. Plus d'une centaine des participants issus de quatre pays de la région des Grands Lacs, Rwanda, Burundi, Ouganda et RD Congo, ont pris part à ces assises.

Ce grand forum a connu trois moments importants, notamment les exposés de représentants de chaque pays sur l'état de lieux de la culture de la pomme de terre, les visites sur terrain d'abord au centre de recherche, dans les champs de la pomme de terre et enfin quelques expositions de différentes variétés de la pomme de terre. Il faut signaler que selon l'historique, la pomme de terre a été introduite au Rwanda en période coloniale. La pomme de terre au Rwanda est une culture très importante surtout dans le Nord-Ouest du Rwanda. Elle assure la sécurité alimentaire et génère des revenus aux producteurs à cause de sa rentabilité par rapport aux autres cultures de la région et de son cycle végétatif de courte durée. Beaucoup d'efforts ont été faits dans le passé pour améliorer la production des plants de pomme de terre. A part le Ministère de l'Agriculture et de l'élevage, d'autres partenaires ont donné un appui technique et financier visant la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté à travers les organisations paysannes. Même si le pas franchi est remarquable, beaucoup d'efforts restent à fournir dans le domaine de la disponibilité des semences de qualité et en quantité, de la lutte phytosanitaire, de l'organisation du marché de la production, de la conservation et de la transformation. La culture de pomme de terre n'est pas seulement de grande importance au Rwanda. En effet tous les quatre pays : le Burundi, la RD Congo, l'Ouganda et le Rwanda, ont des zones importantes de production et la



La culture de pomme de terre est de grande importance dans tous les pays de Grands Lacs

demande est toujours croissante de la pomme de terre de la part des consommateurs. Depuis plusieurs années, dans chacun de ces pays, les producteurs entreprennent des initiatives intéressantes pour améliorer la production de pommes de terre, pour mieux servir les marchés, et pour mieux gagner leur vie dans ce secteur. Or, à plusieurs niveaux de la chaîne, les différents acteurs de la filière dans chaque pays rencontrent encore des contraintes dans leurs efforts d'augmenter la production de la pomme de terre aussi bien en quantité qu'en qualité et même dans la conservation, la transformation et l'écoulement de la production.

Dans cette sous-région, les expériences sont nombreuses mais jusqu'à présent les échanges entre les producteurs étaient encore limités. C'est pourquoi du 10 au 15 mai 2010, la Fédération Agricole Pomme de terre et Blé du SYDIP en collaboration avec la FOPAC Nord-Kivu, ont organisé les Journées de Pomme de terre de la région des Grands Lacs à Butembo et ses environs. Après le succès de la première édition des JPGL, il a été proposé qu'IMBARAGA organise la deuxième édition dans le Nord-Ouest du Rwanda. Cette deuxième édition a eu lieu la semaine du 5 au 8 juillet. Après la cérémonie d'ouverture, il y avait des présentations de l'état actuel de la filière pomme de terre dans chaque pays. Aussi IFDC a présenté les résultats des tests de la fertilisation des sols dans le cadre du projet CATALIST et la gestion intégrée de la fertilité des sols (GIFS). Le jeune agriculteur néerlandais a présenté sur les caractéristiques de la production de pomme de terre.

Entretemps Mr. Gerard Vossen a fait des frites et chips de la variété d'Agria et selon les réactions, tout le monde a beaucoup apprécié le goût.

La deuxième et troisième journée il y avait des visites sur le terrain (entre autre ISAR, des champs au secteur Cyuve, sélection positive, la coopérative KOABIKI). Le dernier jour nous avons écouté à la

présentation d'ISAR. Après cet exposé les participants ont présenté les contraintes, causes et propositions des solutions pas par pas et ont fait une synthèse et des recommandations ci-dessous :

1. Renforcer la filière semencière de pomme de terre par la disponibilité en quantité et en qualité de semences de souche et de base, tout en impliquant le secteur privé
2. Subventionner les multiplicateurs privés pour l'augmentation de la quantité de semences saines auprès des producteurs.
3. Mise en place d'une cellule opérationnelle de coordination de la filière semencière
4. Appuyer les organisations des producteurs à mettre en place des infrastructures de conditionnement et commercialisation de pomme de terre

Aux organisations paysannes

1. Procéder à des démonstrations techniques des résultats atteints par la recherche
2. Appuyer les producteurs à mettre en place des comptoirs de vente de la production dans les Grandes villes
3. Appuyer les producteurs à initier des unités de transformations
4. Mettre en place un système

d'informations sous régionales au niveau de la CEPGL et EAC pour une grande synergie

5. Renforcer les capacités techniques culturelles pour l'accroissement de la production

6. Accompagner les producteurs dans l'obtention de la fumure organique, des engrais chimiques et leurs moyens de production

Aux producteurs

1. Mettre en place les innovations technologiques issues des formations techniques
2. Se mobiliser pour défendre leurs moyens

Mr. Henk Breman a commenté sur ces conclusions. En fin, le Président d'IMBARAGA National et le Vice Maire du District Musanze chargé de l'économie a donné leurs mots de clôture après les participants ont pris leur déjeuner (avec beaucoup de spécialités de pomme de terre) en jouissant de la danse et de la musique locale. Le rapport sera bientôt disponible. Plus d'information dans l'édition prochaine.

In Wakulima Amkeni n°22 Juillet-



Nos sols sont-ils si fertiles ?

« Nos sols sont si fertiles ! », c'est ce que l'on attend souvent en RDC. Mais l'argumentation manque et un silence étonné suit souvent cette affirmation peu convaincante; « Est-ce qu'il y a quelqu'un en doute ? ». Si les sols sont « si fertiles » ? Il faut d'abord expliquer les rendements des cultures par la pluviométrie, le deuxième facteur crucial de la productivité de la terre et des cultures.

En effet, la pluviométrie ne manque pas en RDC, le fleuve Congo en est la preuve : peu de fleuves au monde avec des fluctuations du débit aussi minimales que le Congo. Des zones recevant moins de 1000 mm d'eau/an sont rares en RDC. Il s'agit d'une petite zone au bord du Lac de Tanganyika. Même des zones recevant 1000 à 1500 mm/an sont restreintes. La majorité du pays reçoit en moyenne entre 1500 et 2000 mm/an, une bonne partie reçoit plus de 2000 mm/an. Si cette quantité tombe au cours de deux saisons, cela fait tout de même 500 mm d'eau par saison. Cela suffit pour produire, par exemple, 5 t/ha de grains de céréales. Rares sont cependant les producteurs en RDC, qui ont une telle récolte en fin de saison ; le rendement dans la plupart des régions n'atteint même pas 1 t/ha. On comprend que l'eau n'est pas un facteur limitatif, qu'il y a un autre facteur limitatif. Les essais du SENASEM et la FAO des années 70-80 du siècle passé et les tests participatifs récents de CATALIST ont montré que ce facteur c'est bien la pauvreté du sol. Avec de l'engrais, il est bien possible de produire 5 t/ha/saison de maïs avec une pluviométrie de seulement 500 mm. C'est que les sols pauvres ne produisent que peu de matière organique et cette matière organique est de mauvaise qualité. Si les sols n'apparaissent pas si fertiles, forcément la fertilisation devient la technologie nécessaire pour produire plus. Les producteurs le savent depuis, et faute du manque d'engrais chimique, ils utilisent du fumier organique. Pour augmenter un rendement de 1 t/ha de maïs à 5 t/ha, un bon producteur sur un bon sol doit appliquer au moins 160 kg/ha/saison

d'azote, l'élément nutritif le plus limitatif. En plus il faut en général ajouter du phosphore, et souvent de la potasse. Supposons que l'azote et les autres éléments sont apportés sous forme de fumier. Compte tenu de la concentration d'azote du fumier, de l'ordre de 0,5%, il faut appliquer saisonnièrement 32 t/ha de fumier ! Hélas, le bétail trouve peu à brouter et peu de fumier est produit. Une vache nourrit sur des parcours pauvres à cause des sols pauvres, produit annuellement à peine 1 tonne de bouses, dont seulement une fraction peut être



Un champ de démonstration

capturée et transformée en fumier. C'est déjà un très bon résultat quand on parvient à collecter suffisamment de bouses pour produire 1 t/an/vache de fumier. En d'autres termes, il faut élever et nourrir 32 vaches pour chaque hectare pour lequel on voudrait augmenter le rendement des cultures en

profitant du potentiel déterminé par 500 mm/saison de pluie. Pour bien nourrir une vache dans la zone recevant 1000 mm/an de pluie, il faut compter 2 ha/vache. On comprend que si on veut utiliser uniquement du fumier, il faut donc 32 ha de parcours pour chaque ha de maïs pour lequel on s'attend à une production saisonnière de 5 t/ha. C'est donc impossible. Démonstration est ainsi faite que pour faire augmenter la production agricole d'une façon considérable, on est obligé d'accepter l'utilisation d'engrais, comme ailleurs dans le monde. Le moment que la RDC utilise moins que 1 kg/ha/an d'engrais chimique, la moyenne mondiale est 110 kg/ha/an. Aucun pays n'utilise si peu que la RDC ; aucun pays ne connaît un problème de sécurité alimentaire aussi extrême que la RDC quand bien même il pleut suffisamment (USDA, 2010)

La technologie sage est celle de la gestion intégrée de la fertilité du sol, la GIFS. On utilise l'engrais chimique pour nourrir les plantes ; on utilise du fumier ou d'autres sources de matière organique pour soigner le sol. Ainsi on maintient une efficacité élevée pour les engrais et on évite de polluer l'environnement. L'environnement en général et la nature en particulier sont servis par l'utilisation d'engrais chimique en agriculture.

Négliger l'engrais et la GIFS est une menace pour la nature et sa protection.

L'intensification agricole peut aider à réaliser la sécurité alimentaire en RDC, à assurer la protection de la nature, à résoudre des problèmes aussi sérieux que la protection de réserves naturelles de valeur inestimable

ENFRANCISQUE

Mais il n'est pas raisonnable de n'appliquer que des engrais chimiques : ainsi on diminue le taux de matière organique du sol, et ainsi l'efficacité et la rentabilité d'engrais.

(Virunga), la réinstallation des réfugiés et des déplacés, la prévention de conséquences du réchauffement climatique (protéger la forêt), l'emploi.

Henk Brenan
Ex-Chef du Projet IFDC-CATALIST

Grands Lacs: Un nouveau virus attaque le manioc

La région de Grands Lacs vient d'être frappée par un nouveau virus, une variante de la maladie de la striure brune du manioc, qui détruit plusieurs récoltes, ont indiqué, les experts du Fonds des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) précisant que ce virus affecte déjà les récoltes dans la partie Est de la RDC et dans la province du Bas-Congo.

La FAO appelle la communauté internationale à se mobiliser contre ce virus, qui risque maintenant de se transformer en épidémie. Le virus se manifeste de différentes façons en fonction des conditions de chaque pays ou région, selon l'agence onusienne. On le remarque par la présence des plaques vertes ou jaunes sur les feuilles de manioc. Celles-ci restent attachées à la plante. Les tiges et les tubercules ne sont pas non plus épargnés par

la maladie. A un niveau des parties tendres des tiges, les symptômes se manifestent à travers des lésions violettes ou brunes qui semblent s'engouffrer dans les tissus. Lorsque la maladie devient grave, on peut observer des tâches noires sur les tubercules. Ces derniers se rétrécissent davantage.

Pour combattre cette maladie, les experts préconisent la méthode préventive. La chargée des relations publiques et communication de l'association des producteurs et transformateurs de manioc, Espérance Belau Lila, explique: Le virus de la striure brune du manioc a été découvert, pour la première fois, en 1936 en Tanzanie. L' nouvelle variante de ce virus détruit la plante affectée, depuis les racines jusqu'aux feuilles. Elle est donc plus dangereuse que la mosaïque, une maladie qui avait frappé la même région de Grands Lacs en 2000 ■

Baisse de production du maïs aux USA

Après un rapport plus inquiétant que prévu sur la prochaine récolte américaine, les prix du maïs ont repris leur pente ascendante. Les Etats-Unis représentent la moitié du commerce du maïs dans le monde, c'est pourquoi les marchés ont les yeux rivés semaine après semaine sur l'évolution des cultures dans la Corn Belt.

A quelques jours de la récolte, les agronomes du cabinet d'études américain ProFarmer ont fait le tour des champs du Midwest : la récolte sera d'après eux inférieure de 20 millions de tonnes à ce qu'avait prévu le département américain à l'Agriculture, qui n'était déjà pas très optimiste.

Le maïs, dont les surfaces étaient pourtant très étendues cette année, a cumulé les désordres climatiques : les pluies du printemps ont retardé les semis et la sécheresse prolongée cet été a réduit les

rendements. La disponibilité américaine de maïs sera donc encore moins grande que prévu : 317 millions de tonnes selon ProFarmer contre 328 millions de tonnes prévues le 11 août par l'USDA et 342 millions de tonnes en juillet.

Or, les besoins ne font que croître, que ce soit en éthanol, sur le sol américain, et surtout à l'étranger puisque la Chine longtemps autosuffisante, se met à importer des quantités phénoménales de maïs pour produire de l'amidon, du sucre et nourrir ses élevages : il y a quelques jours Pékin a acheté 533.000 tonnes de maïs américain en une seule fois, la quantité que les Etats-Unis pensaient exporter vers ce pays sur toute l'année !

Dans un tel contexte, le rapport alarmiste des agronomes américains a brutalement fait rebondir les cours à la bourse de Chicago. Ils sont sur le point de rejoindre leur record historique du mois de juin.

S'ils dépassent les 8 Usd le boisseau - chiffre presque atteint - l'industrie américaine de l'éthanol ne sera plus rentable et des usines pourraient fermer, commente un expert d'offre et demande agricoles.

Par ailleurs, on devrait voir dans les aliments du bétail une substitution accrue du maïs par le blé, dont les disponibilités sont finalement bien meilleures que ce que l'on craignait avant l'été, en Europe et bien sûr dans les pays de la mer Noire.

Le blé est traditionnellement plus cher que le maïs mais l'écart de prix est à nouveau en train de se combler. Enfin l'Ukraine, traditionnel grenier à blé, aura l'opportunité de se placer cette année sur le marché mondial du maïs, puisque sa production est très honorable.

Le Potentiel

Tomate: Réussir la culture en 9 étapes.

La tomate est une denrée de plus en plus rare sur le marché. Les prix de la tomate n'ont pas cessé de grimper depuis bientôt 3 mois. La production de la tomate est aujourd'hui une grande opportunité à exploiter. Voici quelques informations et conseils techniques de production.



1-Le choix du site

- Choisir un terrain d'accès facile, bien exposé au soleil, de préférence à côté d'un cours d'eau, non-inondable, avec un sol argileux-sableux de préférence.

- S'assurer que 2 à 3 ans avant, aucune autre solanacée (tomate, piment, tabac, pomme de terre) n'a été cultivée sur cette parcelle.

2-La pépinière

- Elle doit être le plus près possible du lieu de repiquage.

- Confectionner les planches surélevées de 1 mètre de largeur X 5 mètres longueur, soit environ 5 m². Incorporer 3 à 4 kg de fumier bien décomposé par mètre carré. Soit environ 15 à 20 kg de fiente de bœuf bien décomposé pour toute la planche.

- La surface de la pépinière nécessaire pour repiquer 1 hectare de plantation est de 200 mètres carrés

- Avant de semer, arroser copieusement la planche. Quantités de semences nécessaires

: 2 grammes par mètre carré de pépinière et 400 à 500 g pour 1 hectare de plantation.

3-La plantation

- La transplantation intervient 3 à 4 semaines après le semis en pépinière.

- Arroser abondamment les planches avant l'arrachage des plants à l'aide d'un transplantoir, en conservant la motte de terre qui entoure les racines.

- Repiquer par temps frais, de préférence dans l'après-midi ; choisir les plantes les plus vigoureuses et éliminer celles qui sont étiolées ou malades.

- L'écartement entre les plantes est de 0,80 à 1 mètre entre les lignes et 0,5 mètre sur la ligne. Soit une densité de plantation de 20 000 à 25 000 pieds par hectare.

4-La fertilisation

A la reprise, soit 10 à 15 jours après le repiquage, apporter 400 kg d'engrais spécial maraîchage (12-14-19-5 MgO) par hectare. A

partir de la nouaison, soit 1 mois après le repiquage, faire 2 applications de Fertigofol 313 (150 ml pour 15 litres d'eau, soit 4 litres par hectare) ou de Fertiplus (50 g pour 15 litres d'eau) à intervalle de 2 semaines. La tomate répond bien sur un sol riche en matière organique. Une production de 20 à 30 tonnes par hectare nécessite : 50 à 100 kg d'azote, environ 200 kg de phosphore, environ 200 kg de potassium. Il faut aussi enfouir beaucoup de fiente de poule dans le sol, environ 500 g à 1 kg par pied.

5-L'entretien

- Maintenir le rythme d'arrosage en veillant à ce que le sol ne soit pas sec.

- Augmenter le volume d'eau pendant la floraison et la nouaison.

- Éliminer les mauvaises herbes

- Tuteurer les variétés à croissance indéterminées.

- Procéder au binage du sol un mois après la plantation.

- Éliminer les feuilles qui touchent le sol et les gourmands.

- La récolte intervient à partir de 2 mois après le repiquage et peut durer 1 à 2 mois selon la disponibilité de l'eau dans le sol

Traitement

6-Protection phytosanitaire de la plante

Les principaux ennemis:

- Le verou noctuelle : il troue les fruits, ronge les feuilles, coupe les bouquets floraux. Les fruits piqués à l'état jeune tombent, les plus âgés pourrissent sur la plante ou sont déformés. Traiter avec le Cigogne 50 EC ou K-Optimal.

- La mouche planche : c'est un petit insecte piqueur-sucrer qui se trouve souvent à la face inférieure des feuilles. Elle affaiblit la plante par ses piqûres. Les feuilles attaquées se recroquevillent et deviennent brillantes. Elle est surtout dangereuse par les virus qu'elle transmet. Traiter avec l'ONEX30 EC.

- Les nématodes des racines : les plantes attaquées ont les racines tordues, gonflées et noueuses. Lorsque l'attaque est précoce, la croissance de la plante est ralentie et la nouaison réduite. Traitement préventif avec le Bastion Super.

Les maladies

- Le mildiou : sur la face supérieure de la feuille apparaissent des taches de couleur verte. La face inférieure présente un duvet blanc qui prend rapidement la coloration brune. Les tiges attaquées présentent de grandes taches brunes foncées. Sur les fruits apparaissent plusieurs taches de couleur grises ou brune, qui rendent la chair dure. Traiter avec le Kocide 2000, le Trimangol 80 WP ou le PENNCOZEB 80 WP, en alternance avec le Mancozan.

- L'alternariose : en pépinière, les plantes attaquées présentent au niveau du collet et sur la tige des taches de couleur brune qui peuvent occasionner leur mort. En champ les symptômes apparaissent surtout dès la

nouaison sur les vieilles feuilles, sous forme de taches arrondies, brunes et entourées d'un halo jaunâtre. Ces taches peuvent se développer aussi sur les tiges et les fruits. La lutte chimique est la même que celle contre le mildiou.

- Les viroses : la virose de la mosaïque de tabac occasionne l'arrêt de la croissance ou le nanisme de la plante. La virose apicale retarde la croissance et occasionne le développement de petites feuilles. Lutter contre les vecteurs (mouches blanches).

Si une pluie intervient dans les 6 heures qui suivent le traitement phytosanitaire, il est conseillé de le reprendre. L'application des insecticides doit se faire seulement dès l'apparition des attaques. Les traitements fongiques sont préventifs

8-La récolte

La récolte commence environ 2 mois après le repiquage et peut s'étaler sur 3 mois. Commencer la récolte lorsque le 1/4 des fruits est rouge. Le rendement moyen se trouve entre 20 et 30 tonnes. Le transport de la tomate sur des longues distances nécessite des mesures précises. On utilise généralement des cagesots.

9-La commercialisation

Voici trois règles pour bien aborder le problème de la commercialisation des tomates :

- Bien étudier le marché avant de se lancer dans la culture (voir les différents possibilités d'écoulement avec les niveaux de prix) ;

- Procéder toujours à des récoltes parfaitement triées, exemptes de fruits pourris ou verts (qualité) ;

Toujours bien « présenter » sa marchandise (qualité de l'emballage, propreté). De la sorte, le maraîcher gagne la confiance des commerçants. Il doit se garder de la trahir. Cette confiance se traduira concrètement par de meilleurs prix d'achat. Irénée Modeste Bidima

In La Voix du paysan du 16 octobre 2011.

Publicité & Abonnement

PUBLICITE

FORMAT	PRIX (\$ US)
Une page (A3)	1000
1/2 page (A4)	500
1/4 page	250
1/8 page	100
1/16 page	50

Abonnement

DUREE	PRIX INTERIEUR (\$ US)	PRIX EXTERIEUR (\$ US)
ANNUEL	40	200
SEMESTRIEL	20	150
TRIMESTRIEL	150	100
ABONNEMENT D'HONNEUR	200	300
ABONNEMENT DE SOUTIEN	500	1000

Pour tout contact: 1150 avenue Tabora. C/Barumbu- Tél 0999982097- 0819982097- 0997653390. e-mail:lavoixdu paysan_rdc@yahoo.fr.

Prix moyens des produits agricoles au détail (Fc/Kg) et en gros (Fc/unité de vente) - Période du 1er au 15 Novembre 2011

Produits	Marchés du territoire de Luozi			Marchés de gros urbains			
	Prix de détail (Fc/Kg)	Tendance	Prix de gros	Kimpese	Matadi	Brazzaville	Kinshasa
Arachide graine	1.150	↘	250/copal	410/copal	320/copal	370/copal	320/copal
Gingembre	-	-	-	5000/panier	6000/panier	19500/panier	8000/panier
Haricot	1.300	↗	250/copal	360/copal	440/copal	460/copal	470/copal
Huile de palme	860/litre	→	15000/bidon (25l)	22500/bidon (25l)	17500/bidon (25l)	-	23500/bidon (25l)
Mais grains	-	-	100/copal	90/Copal	170/copal	190/copal	160/copal
Mandarane	-	-	-	-	-	-	-
Manioc (cossatte)	330	→	12000/sac upak	16500/sac upak	19000/sac upak	33500/sac upak	25000/sac upak
Manioc roui séché	210	→	-	25000/sac sucrière	21500/sac sucrière	-	27000/sac sucrière
Nièbe	1.540	→	300/copal	270/Copal	250/copal	430/copal	-
Dignon bulbe	1.000	↗	14000/filet	13000/filet	25500/filet	70000/filet	25000/filet
Orange	-	-	-	-	-	-	-
Soja	390	-	100/copal	100/Copal	310/copal	200/copal	230/copal

Prix moyens des produits agricoles au détail (Fc/Kg) et en gros (Fc/unité de vente) - Période du 15 au 30 Novembre 2011

Produits	Marchés du territoire de Luozi			Marchés de gros urbains			
	Prix de détails (Fc/Kg)	Tendance	Prix de gros	Kimpese	Matadi	Brazzaville	Kinshasa
Arachide graine (Nguba)	1.180	→	250/copal	400/copal	390/copal	330/copal	330/copal
Gingembre (Tengwesi)	360	-	-	-	5500/panier	23000/panier	8500/panier
Haricot (Madezo)	1.100	↘	250/copal	400/copal	470/copal	510/copal	500/copal
Huile de palme (Mafuta)	600/litre	↘	15000/bidon (25l)	19000/bidon (25l)	17000/bidon (25l)	27500/bidon (25l)	23500/bidon (25l)
Mais grains (Masangu)	-	-	100/copal	180/copal	190/copal	220/copal	170/copal
Mandarane	-	-	-	-	-	-	-
Manioc (cossatte) (Fufu)	370	↗	10000/sac upak	19000/sac upak	23000/sac upak	29500/sac upak	26500/sac upak
Manioc roui séché (Mimbamba)	240	↗	-	28000/sac sucrière	23000/sac sucrière	-	27500/sac sucrière
Nièbe (Bizangi)	1.350	↘	250/copal	270/copal	260/copal	-	-
Dignon bulbe (Matungutu)	630	↘	15000/filet	17000/filet	26000/filet	80000/filet	31500/filet
Orange (Malala)	-	-	-	-	-	-	-
Soja (Soya)	-	-	100/copal	140/copal	230/copal	-	220/copal

Source:
Observatoire
Economique
des Marchés-
Bulletin n°059
AGRISUD

LA VOIX DU PAYSAN CONGOLAIS

TRIMESTRIEL D'INFORMATIONS AGRICOLES, DU MONDE RURAL ET DE L'ENVIRONNEMENT - Prix: 1000 FC KIN-1500 FC Provinces

CINQUIEME ANNEE-N°16-NOVEMBRE 2011 EDITEUR : BAUDOUIN HAMULI - DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : JEAN-BAPTISTE LUBAMBA

Projets de partis politiques en RDC : L'agriculture figure en position secondaire

Par Emmanuel Kokolo

En marge des élections générales en RDC, le journal La Voix du Paysan Congolais a tenu de survoler les projets des sociétés de quatre partis politiques (les plus en vue) sur plus de quatre cent partis politiques que recèle la RDC. Il ressort de ce survol que les partis politiques ne donnent pas une part importante au développement agricole dans leurs programmes respectifs. Alors que la RDC avec tous les atouts qu'elle possède : Une hydrologie la plus importante d'Afrique avec des fleuves et lacs poissonneux pouvant produire plus de 700.000 tonnes de poissons, au moins 8 millions d'hectares de terres arables dont seulement 10% sont mis en valeur... Nous avons choisi de noter les extraits ayant trait à l'agriculture...

UDPS : ASSURER LA SECURITE ALIMENTAIRE

L'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) dit vouloir « Assurer la sécurité alimentaire c'est-à-dire veiller à la qualité et à la quantité des produits alimentaires et dérivés, ce qui revient à : 1° Aider à financer la production (agriculture, élevage, pêche), la transformation (industrie alimentaire), le transport (voies et moyens de communication), la commercialisation (prix) pour qu'elle soit à la portée de toutes les catégories sociales. 2° Aider à constituer des stocks stratégiques alimentaires (réserves alimentaires)

3° Harmoniser le contrôle de la qualité entre l'OCC, les Ministères concernés et les organismes privés, à condition que les deux derniers cités soient dotés de laboratoires et d'équipements conformes aux normes et standards.

UNC : ENTREtenir LES ROUTES DE DESSERTE AGRICOLE

Pour sa part, l'Union des nationalistes des congolais, UNC, fait, dans son projet, cette déclaration spécifique sur l'Agriculture, la pêche et l'élevage: « Disposant de 48% des forêts africaines, d'une importante hydrographie alimentée par une pluviométrie régulière qui alterne entre le Nord et Sud, la République Démocratique du Congo, avec ses

2.345.000 Km², dispose en outre des savanes et prairies traversées par des cours d'eau à travers toutes les périodes de l'année, se prêtant à l'agriculture, à la pêche et à l'élevage aptes non seulement à combler ses propres besoins en alimentation mais aussi ceux de ses voisins. Elle peut aussi en exporter les produits. Ses problèmes dans ces domaines sont celui d'organiser et de moderniser ses méthodes d'exploitation, de soutenir une recherche scientifique digne de ce nom et d'entretenir les routes de dessertes agricoles.

Dans cette optique, l'U.N.C. entend faire accéder notre agriculture à la motorisation et relancer la pêche industrielle sur le territoire maritime congolais, dans nos fleuves, affluents et lacs. Il va stimuler la recherche afin de mettre à la disposition des opérateurs de ces secteurs, les semences améliorées, les produits phytosanitaires, halieutiques et vétérinaires pour accroître la production.

Le travail de champ, de pêche et de l'élevage doit bénéficier d'un encadrement spécial de la part de l'Etat. Les méthodes et moyens de réfrigération et de séchage des produits

feront l'objet des études et de vulgarisation à travers les centres de production ».

URDC: METTRE A JOUR LA CARTE AGRICOLE DE LA RDC

L'autosuffisance alimentaire occupe une place de choix parmi les priorités de l'Union pour le Réveil et le Développement du Congo (URDC) pour la reprise et l'essor économique de la République Démocratique du Congo.

Dans cette optique, les actions suivantes devront notamment être menées :

- Mettre à jour la carte agricole de la RDC; Mobiliser conséquemment les investissements productifs dans ce secteur qui occupe la Majorité de la population; Intensifier la recherche agro-pastorale et encourager la vulgarisation des résultats des recherches; Engager l'Etat à consacrer une grande part de l'investissement public à la création d'unités de production dans le domaine alimentaire;
- Promouvoir l'investissement privé en ayant recours à des personnes dotées d'une expérience avérée; Réhabiliter et construire les voies d'évacuation vers les centres de consommation; Promouvoir la création de

fermes agro-pastorales aux alentours des grands centres urbains; Favoriser la mécanisation efficace de la production; Restaurer progressivement les cultures d'exportation; Relancer adéquatement le crédit agricole; Promouvoir la pêche industrielle et la pisciculture en encourageant l'investissement privé.

PPRD: PROMOUVOIR L'AUTOSSUFFISANCE ALIMENTAIRE

Dans le projet du Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie (PPRD) parle de la promotion d'une politique d'autosuffisance alimentaire ■

Loi portant principes fondamentaux du secteur agricole : Promulguera, promulguera pas ?

L''une de grandes recommandations du Deuxième Carrefour paysan, tenu à Kinshasa du 20 au 22 Octobre 2011 à Kabinda Center, a été la promulgation de la Loi portant principes fondamentaux relatifs au secteur agricole par le Chef de l'état avant les élections présidentielles et législatives du 28 Novembre 2011. Les paysans qui constituent 70% de l'électorat en RDC, ont même subordonné leurs voix lors de ces élections à cette promulgation de la loi. Ils pensent qu'actuellement le secteur agricole navigue à vue et ils ne sont pas protégés par l'ancienne loi agricole qui ne privilégie pas l'agriculture familiale et les intérêts des paysans producteurs agricoles. Et

pour tant c'est cette catégorie de personnes qui nourrit les villes, centres urbains et mêmes les villages. Force est de constater qu'après le 28 novembre 2011, la loi agricole n'est pas toujours promulguée par le Chef de l'état malgré cette recommandation des paysans réunis en carrefour. Déçus, ils ne savent plus à quel saint se vouer et se posent ainsi la question de savoir : à quand sera finalement promulguée cette loi si vitale pour eux? C'est une question difficile à répondre dans la mesure où le contexte actuel est dominé par des résultats des élections. Tous les candidats sont plus préoccupés par leurs sorts.

En effet, la loi portant principes fondamentaux du secteur agricole a été renvoyée en seconde lecture au Parlement par le Chef de l'état dans sa lettre du 11 août

2011. Ce dernier voulait plus de restrictions dans l'octroi des terres agricoles aux étrangers en renforçant l'article 16 alinéa 2 sur les conditions d'attribution des terres agricoles en RDC. Pour le Chef de l'état, il faut des restrictions substantielles sur les acquisitions des terres agricoles par des entités étrangères et de préciser l'impératif pour des nationaux de contrôler l'actionnariat des personnes morales. Cette décision a été saluée par les paysans qui sont souvent victimes du phénomène de l'accaparement des terres par des hommes puissants.

Réunie en commission paritaire, le Sénat et l'Assemblée Nationale ont examiné cet article 16 alinéa 2 et ont apporté des amendements appropriés avant qu'il ne soit adopté de nouveau en plénière de l'Assemblée nationale à mi-octobre 2011. Aussi tôt, cette loi agricole a été envoyée, selon certains paysans au cabinet du Chef de l'état pour sa promulgation. Mais, depuis lors c'est le silence radio. Personne ne peut nous dire à quel niveau se trouve cette loi agricole. Il est même

difficile de trouver une copie de cette loi revisitée, car plusieurs tentatives que nous avons menées, ont été en vain. La date butoir du 28 novembre 2011 fixée par des paysans est largement dépassée sans que la loi agricole ne soit promulguée. Les paysans craignent qu'à l'allure où vont les choses, cette loi soit renvoyée aux calendes grecques et annihilant ainsi d'énormes sacrifices consentis par tous les acteurs y compris les organisations paysannes qui ont largement contribué dans son élaboration.

Selon certaines sources, les dispositions légales prévoient un délai de 15 jours pour que la loi soit promulguée. Passé ce délai, la loi entre en vigueur de manière automatique. Pour le cas d'espèce, cela fait plus d'un mois depuis que cette loi a été votée au Parlement et transmise au cabinet du chef de l'état. Les paysans s'interrogent sur ce qui va se passer dans les jours à venir et jusque à quand il faudrait attendre? Plus les jours passent, plus les inquiétudes ne font qu'augmenter.

La Voix du Paysan Congolais

MENSUEL D'INFORMATIONS DU MONDE RURAL ET DE L'ENVIRONNEMENT

Editeur

Baudouin Hamuli

Directeur de Publication

Jean Baptiste Lubamba

Rédacteur en Chef

Emmanuel Kokolo

Comité Editorial

Baudouin Hamuli, Jean-Baptiste Lubamba, François Cajot, Jeanine Mukanyirwa, Albert Kabuya, Freddy Mumba, Emmanuel Kokolo, Danny Singoma

Collaboration

Thomas Mukoko, Petra Iyeli, Alain Huart, Hygin Mandiangu, Dina Buhake, Jean Baptiste Misabyimana, Baende Lepetit, Raymonde Senga

Administration et Finances

Justin Kangwenyenye

Distribution

Thomas Mukoko

Chrispin Assimbo

Impression

IPC Services

Kinshasa

Retrouvez ce journal sur le siteweb

www.lavoixdupaysancongolais.com